|  |  |
| --- | --- |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 2** | **Document C24/43-F** |
| **28 mai 2024** |
| **Original: anglais** |
|  |  |
| Rapport de la Secrétaire générale | |
| RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE 2023 (COMPTES NON VÉRIFIÉS) | |
| **Objet**  Aux termes du numéro 101 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, le Secrétaire général est prié de soumettre chaque année au Conseil un rapport de gestion financière.  Le rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2023 présente:  • les comptes non vérifiés pour l'exercice 2023 concernant le budget de l'Union et les fonds extrabudgétaires.  **Suite à donner par le Conseil**  Le rapport de gestion financière sur les comptes non vérifiés pour 2023 est soumis au Conseil pour **examen**. Le rapport sur les comptes vérifiés sera soumis pour **approbation par correspondance**, sous réserve de la réception de l'opinion d'audit en septembre 2024.  Une fois examiné et approuvé par le Conseil, le rapport sera communiqué aux États Membres et aux Membres de Secteur.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  **Références**  *Numéro* [*101*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf) *de la Convention*  [*Article 30*](https://www.itu.int/en/council/ties/Documents/Financial-regulations/S-GEN-REG_RGTFIN-2022-PDF-F.pdf) *du Règlement financier de l'Union* | |

Rapport de gestion financière

TABLE DES MATIÈRES

Page

[Préface aux états financiers pour 2023 7](#_Toc168593298)

[Introduction 10](#_Toc168593299)

[Éléments essentiels du rapport de gestion financière pour 2023 10](#_Toc168593300)

[Déclaration sur le contrôle interne pour 2023 18](#_Toc168593313)

[Opinion du Vérificateur extérieur 25](#_Toc168593328)

[**États financiers 28**](#_Toc168593329)

[Notes relatives aux états financiers 33](#_Toc168593335)

[Note 1 Objectifs de l'Union 33](#_Toc168593336)

[Note 2 Fondements de la préparation et de la présentation 36](#_Toc168593337)

[Note 3 Principales méthodes comptables 40](#_Toc168593341)

[3.1 Taux de change applicable à la monnaie fonctionnelle 40](#_Toc168593342)

[3.2 Instruments financiers 40](#_Toc168593343)

[3.3 Introduction de nouvelles normes IPSAS 42](#_Toc168593348)

[3.4 Stocks 45](#_Toc168593353)

[3.5 Immobilisations corporelles 45](#_Toc168593354)

[3.6 Immobilisations incorporelles 46](#_Toc168593355)

[3.7 Provisions 48](#_Toc168593356)

[3.8 Actifs et passifs éventuels 48](#_Toc168593357)

[3.9 Avantages du personnel 48](#_Toc168593358)

[3.10 Comptabilisation des produits 49](#_Toc168593359)

[3.11 Présentation de l'information sectorielle 51](#_Toc168593362)

[3.12 État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs 52](#_Toc168593363)

[Note 4 Gestion de l'actif net 52](#_Toc168593364)

[Note 5 Risques financiers 57](#_Toc168593368)

[Note 6 Jugement et estimations comptables 61](#_Toc168593369)

[Note 7 Trésorerie et équivalents de trésorerie 61](#_Toc168593370)

[Note 8 Placements 62](#_Toc168593371)

[Note 9 Créances 62](#_Toc168593372)

[Note 10 Autres créances 63](#_Toc168593373)

[Note 11 Immobilisations corporelles 63](#_Toc168593374)

[Note 12 Immobilisations incorporelles 65](#_Toc168593375)

[Note 13 Biens en construction 66](#_Toc168593376)

[Note 14 Dettes 66](#_Toc168593377)

[Note 15 Contributions reçues d'avance et produits différés 66](#_Toc168593378)

[Note 16 Emprunts et autres dettes financières 67](#_Toc168593379)

[Note 17 Avantages du personnel 68](#_Toc168593380)

[17.1 Assurance maladie après la cessation de service 68](#_Toc168593381)

[17.2 Prime de rapatriement 72](#_Toc168593385)

[17.3 Avantages au personnel concernant le plan de pension du personnel des Nations Unies 73](#_Toc168593388)

[Note 18 Provision 75](#_Toc168593389)

[Note 19 Autres dettes 76](#_Toc168593390)

[Note 20 Fonds extrabudgétaires 76](#_Toc168593391)

[Note 21 Produits 76](#_Toc168593392)

[Note 22 Charges 79](#_Toc168593397)

[Note 23 Informations sectorielles – État de la performance financière 2023 82](#_Toc168593400)

[Note 24 Rapprochement entre les montants budgétés et les montants effectifs 83](#_Toc168593401)

[Note 25 Informations relatives aux parties liées 85](#_Toc168593404)

[Note 26 Engagements futurs 86](#_Toc168593405)

[Note 27 Évaluation de la dépréciation du projet de nouveau bâtiment de l'UIT 86](#_Toc168593406)

[Note 28 Événements postérieurs à la date du bilan 87](#_Toc168593407)

# Préface aux états financiers pour 2023

L'année 2023 a marqué l'année où le numérique s'est hissé sur le devant de la scène mondiale.

Des sommets du G7 et du G20 à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA-III), en passant par la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-23), les technologies numériques ont été au cœur des préoccupations.

Plus que jamais, ces technologies offrent un immense potentiel pour relever les défis les plus urgents de la planète et accélérer les progrès accomplis sur la voie des Objectifs de développement durable (ODD).

En sa qualité d'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies numériques, l'Union internationale des télécommunications (UIT) s'est montrée à la hauteur de ces enjeux. L'UIT tire sa force motrice de son Plan stratégique de l'Union pour la période 2024‑2027, adopté à la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT de 2022, dont les deux piliers sont la promotion d'une connectivité universelle et la transformation numérique durable.

Parmi les faits saillants de l'année 2023 figurent les activités suivantes:

**1 L'alignement de l'inclusion numérique sur le rythme de la transformation numérique**: les avancées et les innovations fulgurantes dans les domaines de l'intelligence artificielle générative, de l'informatique et d'autres domaines éclipsent les progrès réalisés en matière de réduction de la fracture numérique. Alors que l'utilisation de l'Internet a augmenté au niveau mondial et dans toutes les régions, 2,6 milliards de personnes à travers le monde ne sont toujours pas connectées, avec des disparités persistantes entre les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu, les zones rurales et urbaines, ainsi qu'entre les hommes et les femmes. Les efforts de l'UIT ont porté non seulement sur les infrastructures, mais aussi sur l'accessibilité financière, les compétences, la sécurité et tous les autres éléments qui rendent la connectivité véritablement efficace.

**2** **Tirer pleinement parti du potentiel offert par les radiocommunications**: l'accord conclu à la CMR-23 concernant la mise à jour du Règlement des radiocommunication a permis d'identifier de nouvelles ressources du spectre radioélectrique pour appuyer l'innovation technologique, étendre la connectivité dans le monde, renforcer l'accès aux ressources radioélectriques dans l'espace et leur utilisation équitable et améliorer la sécurité de la vie humaine en mer, dans les airs et sur terre. Ces résultats permettent d'instaurer les garanties juridiques et la stabilité réglementaire nécessaires pour que l'investissement et l'innovation prospèrent, à l'heure où la gestion équitable du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites associés est essentielle pour édifier un avenir numérique meilleur, pour toutes les populations et pour la planète.

**3 Réaliser la véritable valeur des normes**: toutes les initiatives relatives à la gouvernance de l'intelligence artificielle (IA) reconnaissent le rôle fondamental que jouent les normes, ce qui montre, une fois de plus, l'attention croissante que suscite la normalisation au sein des pouvoirs publics, du secteur privé, des établissements universitaires et de la société civile. Pour répondre à ce besoin, l'UIT élabore des normes visant à appuyer la transformation numérique dans des secteurs tels que l'énergie et la santé, en y intégrant différentes considérations, qu'il s'agisse des droits de l'homme ou de la

durabilité. Les normes de l'UIT permettent aux technologies numériques d'être plus connectées, efficaces, abordables, sûres, accessibles et durables. Elles sont un outil puissant pour accélérer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD.

**4 Mettre le développement au premier rang des priorités**: les inégalités entre les nantis et les démunis du numérique dans le monde se creusent. Dans les pays à revenu élevé, par exemple, près de 90% de la population est couverte par un réseau de cinquième génération (5G), alors que ce service est pratiquement absent dans les pays à faible revenu. Les efforts déployés par l'UIT dans les domaines de l'infrastructure de réseau et de l'infrastructure numérique, des politiques et de la réglementation, des statistiques, des applications numériques et de l'inclusion, de la cybersécurité, du renforcement des capacités, des déchets d'équipements électriques et électroniques, des télécommunications d'urgence et d'autres questions fondamentales portent sur toutes les dimensions du développement durable, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale. L'UIT accompagne les pays, quel que soit l'état d'avancement de la transformation numérique.

**5 Trouver le juste équilibre entre les avantages et les risques des technologies émergentes**: le Programme d'accélération pour le numérique au service des ODD lancé par l'UIT et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en septembre 2023 a montré que des solutions numériques révolutionnaires, telles que l'intelligence artificielle, pouvaient contribuer directement à la réalisation de 70% des cibles des 17 ODD. Par l'intermédiaire des initiatives sur l'intelligence artificielle au service du bien social et sur la gouvernance de l'intelligence artificielle, l'UIT a redoublé d'efforts pour assurer le développement et le déploiement responsables de l'intelligence artificielle, sans freiner l'innovation. Les normes techniques et le renforcement des capacités constituent les pierres angulaires d'un avenir numérique inclusif, dans lequel les technologies émergentes profitent à tous, et pas seulement à quelques privilégiés.

**6 Renforcer la participation aux processus des Nations Unies et au-delà**: tout au long de 2023, l'UIT a participé activement aux grands processus des Nations Unies, du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés aux discussions en cours sur le Pacte numérique mondial. Cet engagement ferme a donné lieu à des initiatives historiques menées aux côtés d'autres institutions des Nations Unies, telles que l'initiative "Alertes précoces pour tous", l'initiative sur la connectivité pour les réfugiés et l'initiative mondiale sur l'intelligence artificielle au service de la santé. L'année dernière, l'UIT a également joué le rôle de partenaire pour le partage de connaissances durant le volet consacré au développement et à l'économie numérique et a participé activement au volet sur l'économie spatiale dans le cadre du G20.

**7 Exploiter le potentiel des partenariats**: le niveau d'engagement observé en 2023 en faveur de la Coalition pour le numérique Partner2Connect, de l'initiative Giga et d'autres partenariats multi-parties prenantes essentiels fait partie intégrante du Plan stratégique de l'UIT. Ces partenariats nous rapprochent de la connectivité universelle et de la transformation numérique durable et donnent de l'espoir aux millions de personnes qui se trouvent encore du mauvais côté de la fracture numérique.

Si 2023 était l'année où le numérique s'est hissé sur le devant de la scène mondiale, 2024 pourrait être l'année où cette technologie en occupera tout l'espace, le Sommet du futur des Nations Unies offrant une occasion unique de créer un avenir numérique plus inclusif, sûr et durable pour tous.

On trouvera ci-après l'analyse figurant dans le Rapport de gestion financière de l'UIT pour 2023. Le prochain rapport de l'UIT sur la mise en œuvre du Plan stratégique et les activités de l'Union (Document [C24/35](https://www.itu.int/md/S24-CL-C-0035/fr)) fournira d'autres informations opérationnelles, témoignant de l'engagement indéfectible de l'Organisation en faveur de rapports fondés sur des données et de stratégies axées sur les résultats.

# Introduction

1 Les états financiers et le rapport de gestion financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont soumis conformément à l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (édition 2018).

2 Les états financiers sont établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et portent sur toutes les activités de l'Organisation, y compris celles financées par le budget ordinaire, les ressources extrabudgétaires, les produits d'exploitation et les produits financiers.

a) Le Règlement financier définit un exercice biennal. Toutefois, conformément aux normes IPSAS, des états financiers doivent être présentés chaque année. Le budget biennal de l'UIT est établi selon un modèle de budget axé sur les résultats et couvre notamment:

i) le budget ordinaire, c'est-à-dire les contributions des États Membres ainsi que celles des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires;

ii) les autres produits d'exploitation, qui comprennent les produits tirés du recouvrement des coûts (publications, traitement des fiches de notification des réseaux à satellite), les intérêts créditeurs et les autres activités génératrices de produits);

iii) si nécessaire, les prélèvements sur le Fonds de réserve.

b) Les autres produits, y compris les fonds extrabudgétaires, ne sont pas comptabilisés dans le budget de l'Union.

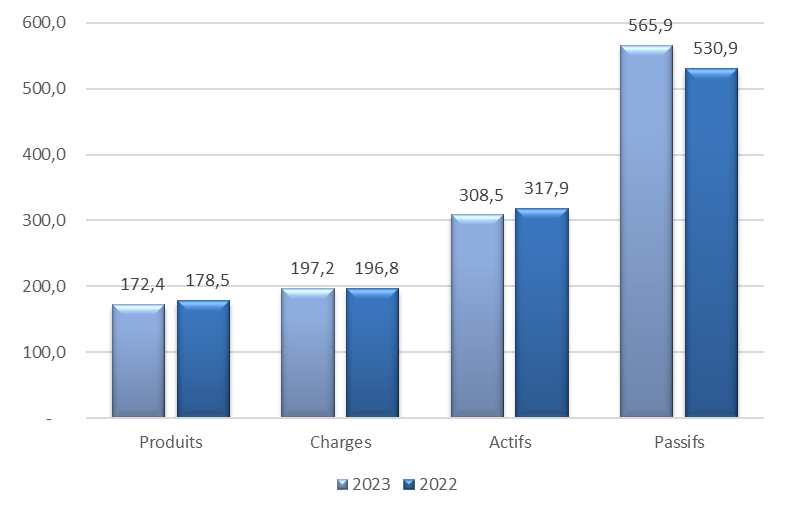
3 La présentation des états financiers selon les normes IPSAS n'a pas d'incidence sur l'élaboration ou la présentation du budget axé sur les résultats de l'UIT, qui continue d'être présenté sur la base d'une comptabilité de caisse modifiée. Les fondements sur lesquels reposent le budget et les états financiers étant différents, un rapprochement entre le budget et l'état de la performance financière conformément aux normes IPSAS est présenté dans la Partie V (État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs), dans la Note 24 relative aux états financiers.

# Éléments essentiels du rapport de gestion financière pour 2023

4 La comptabilité de l'Union est tenue en francs suisses. Les états financiers présentés tiennent compte de toutes les sources de financement de l'Union, y compris le budget ordinaire et les fonds extrabudgétaires.

5 La Figure 1 ci-après récapitule la situation financière de l'UIT en 2023, par rapport à 2022.

Figure 1 – Situation financière pour les exercices 2023 et 2022



6 Comme indiqué dans la Figure 1 ci-dessus, on constate une diminution de 6,1 millions CHF du niveau global des produits en 2023 par rapport à 2022. Le motif principal de cette augmentation tient aux coûts de financement d'un montant de 14,8 millions CHF, en partie compensée par une augmentation des produits provenant de la vente de publications (2,1 millions CHF), des autres produits (5,2 millions CHF), des produits extrabudgétaires (1,1 million CHF) et des produits provenant des fiches de notification des réseaux à satellite (0,3 million CHF). Les charges pour 2023 sont restées relativement stables, s'établissant à 197,2 millions CHF, contre 196,8 millions CHF en 2022, suite au résultat net de l'augmentation des charges autres que les charges de personnel, qui a été compensée en partie par une diminution des charges de personnel. Les sections suivantes présentent une analyse plus approfondie des produits et des charges.

7 Les actifs de l'Organisation ont diminué de 9,4 millions CHF, essentiellement en raison de la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements et des créances, compensée par une augmentation des biens en construction d'un montant de 7,2 millions CHF. Le passif a augmenté de 35,0 millions CHF, en raison de l'augmentation de la valeur du Fonds de l'Assurance maladie après la cessation de service (ASHI) et de la valeur actualisée nette des emprunts, résultant de modifications des taux d'actualisation.

8 Le déficit de 24,8 millions CHF en 2023 (par rapport au déficit de 18,3 millions CHF en 2022) est dû au fait que le montant total des charges dépasse le montant des produits pour l'ensemble de l'Organisation sur l'année. Toutefois, il convient de noter que l'UIT a clôturé l'exercice 2023 avec un excédent de 1,4 million CHF par rapport à l'exécution du budget, ce qui est présenté de manière détaillée dans l'État V et dans la Note 24 relative aux états financiers.

Performance financière

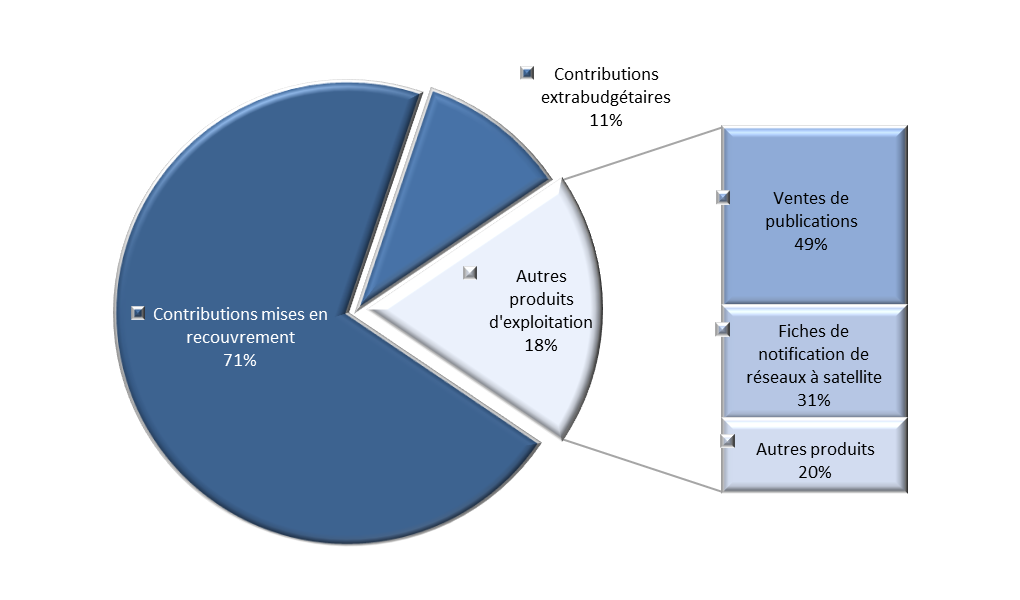
Produits

9 En 2023, les produits de l'UIT s'élevaient à 172,4 millions CHF (contre 178,5 millions CHF en 2022). Le Tableau 1 ci-dessous indique les principales sources de produits pour 2023 et 2022. Les produits tirés des contributions mises en recouvrement et des contributions extrabudgétaires ont augmenté de 0,8 million CHF. Les produits tirés des publications et du traitement des fiches de notification de réseaux à satellite ont augmenté de 2,4 millions CHF. Les autres produits ont augmenté de 5,2 millions CHF tandis que les produits financiers/(coûts) ont augmenté de 14,8 millions CHF (par rapport à 2022). Malgré des produits financiers d'un montant de 4,6 millions CHF sur des placements à court terme réalisés durant l'année, la performance financière globale de l'organisation est négative en raison de deux facteurs: les pertes de change réalisés sur des placements à court terme (3,6 millions CHF) compte tenu du renforcement du franc suisse par rapport au dollar des États-Unis et à l'euro en 2023, et une exposition à des pertes non réalisées sur des placements d'un montant de 2,6 millions CHF au 31 décembre 2023, avec une maturité en 2024.

Tableau 1 – Sources de produits pour 2023 et 2022



Figure 2 – Analyse de la ventilation des produits pour 2023



10 Comme le montre la Figure 2 ci-dessus, les produits proviennent essentiellement des contributions mises en recouvrement (71%), puis des autres produits d'exploitation (18%), qui comprennent principalement les ventes de publications et le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

11 Les contributions extrabudgétaires comptabilisées pour 2023 représentent 11% de tous les produits (18,7 millions CHF) (contre 17,9 millions CHF en 2022). Cette augmentation s'explique par la hausse du taux de mise en œuvre des Fonds d'affectation spéciale en 2023 par rapport à 2022.

12 La mise en œuvre des projets relevant des Fonds d'affectation spéciale a généré des produits d'un montant de 1,014 million CHF en 2023 (0,941 million CHF en 2022) à titre de coût d'appui.

Charges

13 En 2023, les charges de l'UIT se sont élevées à 197,2 millions CHF (196,8 millions CHF en 2022), soit une augmentation de 0,2% par rapport à 2022. Le Tableau 2 présente la comparaison des charges entre 2023 et 2022. Il est à noter que la charge la plus importante, à savoir les charges de personnel en 2023, est légèrement inférieure au montant pour 2022 et compense les augmentations de charges autres que les charges de personnel pour 2023. La principale augmentation pour 2023 est liée aux frais de voyage, qui ont augmenté pour atteindre 7,8 millions CHF, dépassant le niveau d'avant la crise liée au COVID-19, en 2019 (7,7 millions CHF). Cette augmentation est essentiellement due aux conférences qui ont été organisées durant l'année.

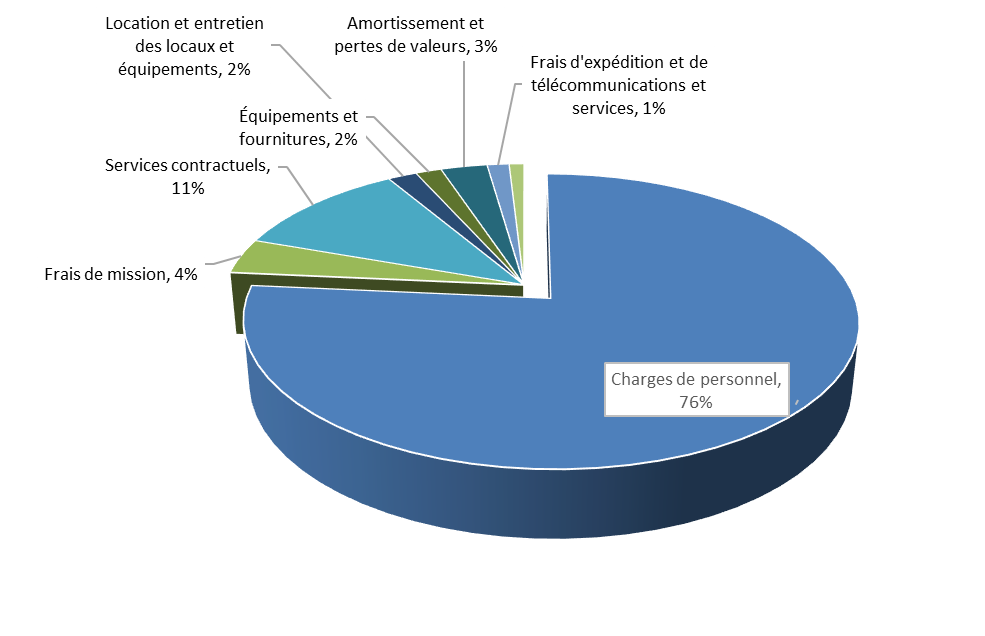
Tableau 2 – Comparaison des charges entre 2023 et 2022

A blue and white rectangular box with black text

Description automatically generated

14 La Figure 3 (Composition des charges en 2023) montre la ventilation des différentes charges par nature, laquelle met en évidence le niveau élevé des charges de personnel à l'UIT, qui représentent 76% du total des coûts. Après les charges de personnel, les services contractuels constituent la catégorie de charges la plus importante, à hauteur de 11%, ce qui est comparable à 2022. Les autres charges ont augmenté en 2023 en raison de l'augmentation de la provision pour créances douteuses.

Figure 3 – Composition des charges en 2023 (197,2 millions CHF)



Situation financière

15 Au 31 décembre 2023, l'actif net négatif de l'Organisation s'élevait à 257,4 millions CHF, avec un actif total de 305,8 millions CHF et un passif total de 565,9 millions CHF, comme indiqué dans le Tableau 3 ci-dessous. L'actif net a baissé de 44,4 millions CHF par rapport à 2022. Cela s'explique principalement par les variations du taux d'actualisation et les modifications apportées aux hypothèses retenues pour l'évaluation de l'ASHI pour 2023 par rapport à 2022. Ces modifications ont entraîné une augmentation de 31,2 millions CHF du passif de l'ASHI, qui est passé de 344,1 millions CHF à 375,3 millions CHF. Pour que cette tendance change, il est essentiel de revoir le modèle des prestations à long terme pour le personnel.

Tableau 3 – Résumé de l'actif, du passif et de l'actif net



Actifs

16 Les actifs courants diminués des passifs courants se sont élevés à 118,5 millions CHF (contre 128,4 millions CHF en 2022), ce qui est principalement imputable au niveau important de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Au 31 décembre 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 155,9 millions CHF, contre 193,9 millions CHF en 2021.

Créances liées aux contributions mises en recouvrement

17 La récupération des contributions mises en recouvrement a des incidences directes sur la situation sur le plan des liquidités et, à ce titre, est extrêmement importante pour la bonne exécution du budget ordinaire affecté de l'UIT. Bien que la Conférence de plénipotentiaires approuve le fonctionnement du Fonds de réserve à un niveau minimum de 6% (10 millions CHF), cela ne représente que trois semaines de charges, ce qui est essentiel pour assurer le fonctionnement de l'Organisation. Le Fonds de réserve s'élève actuellement à 26,3 millions CHF, ce qui représente 9 semaines de charges au titre du budget des programmes pour 2023. Le taux de recouvrement pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 était d'environ 92%, contre 93% en décembre 2022.

18 Le montant brut des contributions mises en recouvrement est dû et payable à l'UIT conformément à la Constitution et au Règlement financier. Comme l'exigent les normes IPSAS, une provision est prévue lorsque le paiement des contributions n'est pas attendu conformément au Règlement financier et aux Règles financières.

## Passifs

19 Le total des passifs au 31 décembre 2023 s'élevait à 565,9 millions CHF (contre 530,9 millions CHF au 31 décembre 2022).

Avantages du personnel

20 Le passif le plus important est constitué par les futurs avantages du personnel acquis par les fonctionnaires en service et les retraités. Les passifs de l'ASHI représentent à eux seuls 71% du passif total de l'UIT au 31 décembre 2023. Les passifs de l'ASHI ont augmenté de 30,4 millions CHF en 2023 par rapport à 2022. Cela s'explique principalement par une baisse du taux d'actualisation.

21 L'UIT finance les sommes dues au titre des passifs de l'ASHI selon la méthode par répartition. La Résolution 1405, qui contient le budget pour 2022-2023, prévoit un prélèvement biennal de 1 million CHF sur le Fonds de réserve pour financer les engagements à long terme. Conformément à la norme IPSAS-39, aucun actif du régime n'a été déduit du passif, mais un montant de 14 millions CHF a été accumulé dans le compte spécial de l'ASHI au 31 décembre 2023 pour couvrir les passifs futurs.

Emprunts à long terme

22 L'UIT dispose actuellement de quatre prêts sans intérêt auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations Internationale (FIPOI). Au 31 décembre 2023, trois de ces prêts sont reflétés à la juste valeur dans les états financiers. Le quatrième prêt ne fait pas actuellement l'objet d'un plan d'amortissement et est donc évalué aux coûts amortis jusqu'au début des remboursements dans le cadre de ce prêt. On trouvera de plus amples informations à cet égard dans la Note 16. L'excédent dont bénéficie l'UIT en raison des prêts sans intérêt est estimé à 0,93 million CHF pour 2023.

Résultat budgétaire et résultat conforme aux normes IPSAS

23 L'État V des états financiers est établi sur la base du budget ordinaire du cadre budgétaire de l'UIT et donne un aperçu de l'utilisation du budget ordinaire affecté sur la base de la comptabilité de caisse modifiée. Sur cette base, l'Organisation a enregistré un excédent de 1,4 million CHF par rapport au budget ordinaire affecté.

24 Un rapprochement entre les résultats budgétés et les résultats conformes aux normes IPSAS figure dans les états financiers (État V). Il convient de noter que l'état relatif à la performance financière (État II) comprend d'autres domaines tels que les contributions extrabudgétaires, l'amortissement et d'autres différences relatives aux entités dont il n'est pas tenu compte dans le budget. L'État V fait ressortir les principales différences entre le budget de l'organisation et les produits et les charges globaux.

Responsabilité

25 Comme prévu par l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, les états financiers ci‑après ont été élaborés conformément aux normes IPSAS. Les états financiers et les notes y afférentes, qui font partie intégrante du présent document, donnent une image fidèle de la situation financière de l'Union au 31 décembre 2023.

I État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2023.

II État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

III État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

IV État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

V État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Vérification extérieure des comptes de l'Union

26 Conformément à l'Article 28 du Règlement financier et des Règles financières et à la Décision 621 adoptée par le Conseil à sa session de 2020 lors de sa deuxième consultation virtuelle, le Bureau national de contrôle du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a été nommé Vérificateur extérieur des comptes de l'Union, selon les modalités décidées par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT et pour un mandat de quatre ans.

A picture containing text, clipart

Description automatically generated

# Déclaration sur le contrôle interne pour 2023

**UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, GENÈVE**

Déclaration sur le contrôle interne pour 2023

Champ de responsabilité

En tant que Secrétaire générale, je suis responsable de l'administration de l'UIT en ce qui concerne l'exécution de son mandat, de ses programmes et de ses autres activités, conformément aux numéros 73bis et 75 de la Constitution (article 11) et aux Articles 1, 10, 16, 28, 29 et 30 du Règlement financier et des Règles financières. Les responsabilités qui m'incombent consistent notamment à maintenir un système de contrôle interne destiné à fournir une assurance raisonnable de la réalisation des objectifs tout en garantissant la présentation fiable de l'information financière et non financière, l'efficacité du fonctionnement de l'organisation et le respect des règlements, règles, ordres de service et politiques, notamment en ce qui concerne la prévention et la détection des activités frauduleuses.

Cadre de contrôle et examen de l'efficacité

En tant que Secrétaire générale de l'UIT, je suis consciente du caractère dynamique de l'environnement mondial dans lequel l'UIT évolue. J'ai pris des mesures pour veiller à ce que les contrôles internes de l'UIT soient améliorés et adaptés aux nouveaux défis. Ces efforts supposent l'adoption d'une approche systématique, afin de mieux intégrer la gestion des risques dans les processus opérationnels, améliorer les systèmes d'information et favoriser une culture fondée sur la responsabilisation et la transparence.

Ces efforts s'appuient sur le cadre intégré de contrôle interne du Comité des sponsors de la Commission Treadway (COSO). Ce cadre fournit un modèle global pour une gouvernance institutionnelle et une gestion des risques efficaces et s'articule selon cinq composantes interdépendantes: l'environnement de contrôle, l'évaluation des risques, les activités de contrôle, l'information et la communication et les activités de suivi.

Renforcement des contrôles internes depuis janvier 2023

Lorsque j'ai pris mes fonctions de Secrétaire générale, le 1er janvier 2023, j'ai engagé des mesures visant à perfectionner les contrôles internes de l'UIT, afin de mieux répondre à l'évolution des besoins de l'Organisation. L'UIT poursuit actuellement l'élaboration du plan de transformation approuvé en juillet 2023, assorti d'une feuille de route visant à améliorer les processus administratifs, les systèmes d'appui et les contrôles internes pendant toute la durée de mon mandat.

Création et fonctionnement de l'Unité du contrôle interne

En septembre 2023, à la suite de l'approbation du Conseil de l'UIT, j'ai créé l'Unité du contrôle interne, qui rassemble les fonctions d'audit interne et d'investigation. Une fonction d'évaluation sera ajoutée en 2024. L'Unité du contrôle interne, et en particulier la fonction d'audit interne, fournit une assurance indépendante quant à l'efficacité de notre système de contrôle interne et contribuera à accroître la transparence et la responsabilisation. En ce qui concerne la fonction d'investigation, l'Unité du contrôle interne s'est vu confier six affaires devant faire l'objet d'une enquête en 2023. Sur les six cas, trois ont été résolus, dont un a été classé pour cause d'allégations non fondées. Les trois autres cas sont à l'étude. Cinq des six cas n'ont pas d'incidences financières. Un cas a des incidences financières négligeables et a été signalé au Vérificateur extérieur des comptes dans le courant de l'année 2023.

Responsabilités et obligation de rendre des comptes

Conformément au Règlement financier et au Statut et au Règlement du personnel, j'ai procédé à la délégation de pouvoirs et de responsabilités aux fonctionnaires élus et à la haute direction, en veillant à ce que chaque membre du personnel de l'UIT contribue à assurer un environnement de contrôle interne robuste. Les fonctionnaires élus et la haute direction sont chargés d'appliquer efficacement les contrôles internes dans leurs domaines de compétence. L'assurance de conformité est obtenue par le biais de lettres de représentation internes, signées par les fonctionnaires élus et la haute direction, confirmant leur respect des contrôles internes et des règles en ce qui concerne l'utilisation des fonds de l'UIT. L'UIT a mis en œuvre un questionnaire d'autoévaluation axé sur les objectifs en matière de contrôle interne. En 2024, nous poursuivrons notre examen des questionnaires d'autoévaluation et des lettres de représentation internes afin de présenter des retours d'informations à la haute direction sur les domaines à améliorer.

Nouveau Modèle et cadre de responsabilité de l'UIT

Le Conseil de l'UIT a adopté un nouveau modèle et cadre de responsabilisation en mars 2022. Nous améliorons nos tableaux de bord de gestion pour fournir des données opérationnelles en temps réel à partir du système ERP et d'autres sources, de manière à faciliter l'analyse dynamique des tendances et l'élaboration de rapports. Ces rapports seront régulièrement communiqués au Comité de coordination, au Groupe de coordination de la gestion et aux organes de contrôle de l'UIT et seront examinés par ces groupes.

Application des recommandations en matière de contrôle interne

Les recommandations de l'Unité du contrôle interne, du Corps commun d'inspection, du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion et des vérificateurs extérieurs des comptes sont en cours d'examen. Ces recommandations éclairent les mesures que nous mettons actuellement en œuvre en vue de renforcer les activités de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle.

Examen de l'efficacité à compter de 2023

En novembre 2020, l'UIT a mis en place un tableau de bord de la conformité institutionnelle, afin de suivre et de mettre en œuvre les recommandations des organes de contrôle et celles issues de la vérification juricomptable de 2021. À la fin de 2023, nous avons atteint un taux de mise en œuvre de 77% pour ces recommandations. Un examen exhaustif mené en août 2023 a permis d'identifier les principaux risques sur les plans opérationnel, stratégique et fiduciaire, ce qui a servi de base pour la mise à jour continue du registre des risques institutionnels.

**Principaux problèmes rencontrés sur le plan du contrôle interne en 2023**

En 2023, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a procédé à une évaluation approfondie de ses systèmes de contrôle interne au moyen de divers mécanismes, notamment des questionnaires d'auto-évaluation et des missions de contrôle. Cette analyse a mis en évidence plusieurs domaines d'amélioration essentiels pour renforcer la gouvernance, la gestion des risques et les contrôles internes. Afin de résoudre systématiquement les problèmes importants en matière de contrôle interne, nous avons

structuré nos initiatives autour des cinq éléments essentiels du cadre COSO susmentionnés. On trouvera ci-dessous les principaux problèmes rencontrés sur le plan du contrôle interne recensés en 2023 et les mesures prises.

1 Environnement de contrôle

*Engagement de l'équipe dirigeante*: l'équipe de direction "montre l'exemple" au plus haut niveau, en démontrant son engagement en faveur de pratiques éthiques et d'une gouvernance solide, conformément au cadre réglementaire constitutif de l'UIT, tout en veillant à ce que des structures hiérarchiques appropriées soient mises en place et répercutées dans l'ensemble de l'organisation, avec une délégation claire des pouvoirs, des responsabilités et des obligations en matière de responsabilisation. L'équipe de direction s'engage également à favoriser une culture institutionnelle fondée sur la compétence, le respect et la fourniture de services aux membres. À cette fin, l'équipe a porté une attention particulière aux résultats de l'enquête menée auprès du personnel de 2023, avec des mesures correctives visant à améliorer la situation, le cas échéant.

*Déclaration d'intérêts*: la haute direction demeure vigilante dans le contexte de la supervision et du renforcement du système de contrôle interne, en particulier dans des domaines tels que le recours aux consultants et le respect de la politique relative aux déclarations d'intérêts. L'exercice annuel de déclaration d'intérêts, mis à jour en 2022 pour inclure les personnes au bénéfice d'un contrat d'engagement spécial (SSA), souligne notre engagement en faveur d'une gouvernance éthique. Toutefois, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour assurer le respect du processus dans les délais et le suivi futur des déclarations non reçues.

*Les conclusions de l'Unité du contrôle interne* soulignent la nécessité d'améliorer l'efficacité de la gouvernance et des contrôles. Les hauts responsables se sont engagés à y remédier au moyen de mesures recommandées, l'Unité du contrôle interne suivant les progrès réalisés au moyen du tableau de bord sur la conformité. En outre, le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion continue de fournir des avis spécialisés au Conseil de l'UIT et à moi-même, en veillant à l'efficacité de notre système de gouvernance et de contrôle interne.

*Création d'une équipe chargée de la transformation*: à sa session de 2023, le Conseil a approuvé la création de l'Équipe de transformation de l'UIT, qui a pour mandat d'appuyer la transformation de l'UIT sur la voie de l'excellence organisationnelle. Un chef par intérim a été nommé à compter du 11 décembre 2023 pour constituer l'équipe de transformation et parachever les détails et le calendrier de la feuille de route sur la transformation, qui sera présentée au Conseil à sa session de 2024. Le processus de recrutement pour le poste de Chef de l'équipe de transformation de grade D1 est en cours et devrait s'achever au deuxième trimestre de 2024.

*Gestion axée sur les résultats (GAR)*: en juillet 2023, le Conseil a pris note du Plan de transformation financière (Document [C23/50](https://www.itu.int/md/S23-CL-C-0050/fr)). Conformément à ce plan, l'UIT améliorera la responsabilité, la transparence et l'efficacité des programmes de l'organisation grâce à la gestion axée sur les résultats. Cela contribuera à assurer une meilleure transparence en ce qui concerne l'établissement des priorités dans l'ensemble de l'organisation et l'affectation efficace des ressources. Un examen initial de la portée a été engagé sur la base des processus actuels et des systèmes connexes. D'autres travaux d'envergure sont nécessaires dans ce domaine, dans le cadre de la feuille de route pour la transformation.

2 Estimation des risques

*Processus de gestion des risques*: les processus de gestion des risques de l'UIT, qui portent sur l'identification et l'évaluation des risques ainsi que les mesures à prendre pour y faire face, sont inscrits dans le registre des risques de l'Organisation. À la faveur de la mise à jour du registre des risques institutionnels, la portée a été élargie pour inclure les risques liés à la gestion des ressources humaines et aux activités de passation de marchés. En outre, les risques importants sont portés à l'attention du Groupe de coordination de la gestion.

3 Activités de contrôle

*Amélioration de l'information financière*: les états financiers pour 2022 ont été approuvés en janvier 2024 et les travaux se sont poursuivis dans plusieurs domaines essentiels afin d'améliorer la présentation de l'information financière à l'UIT pour 2023 et les années suivantes. Ces travaux ont permis de réviser les politiques comptables, d'améliorer la qualité des rapprochements et de procéder à un examen approfondi des pratiques de clôture de fin d'exercice de l'UIT. L'UIT a eu recours à des experts extérieurs pour faire en sorte de respecter les exigences en matière d'établissement de rapports conformes aux normes IPSAS pour 2023 et a également renforcé ses effectifs, en créant deux postes supplémentaires pour assurer les services de comptabilité et d'information financière à long terme. D'autres travaux sur les processus de présentation de l'information financière seront entrepris en 2023, afin de faire en sorte que l'UIT s'améliore dans ce domaine fondamental. Les améliorations en cours constituent des mesures concrètes visant à renforcer les activités de contrôle de l'UIT afin de garantir la fiabilité et l'intégrité de l'information financière.

*Annulation des paiements à titre gracieux*: la décision d'annuler ces paiements et de proposer la suppression de l'alinéa 4 de l'Article 10 du Règlement financier démontre un engagement en faveur des normes éthiques et de l'intégrité. En effet, en 2023, le Conseil a approuvé la modification proposée, afin qu'aucun futur paiement de ce type ne puisse être effectué par le Secrétaire général. Aucun paiement à titre gracieux n'a été versé en 2023.

4 Information et communication

*Courriels sur le portail et site intranet*: des mises à jour régulières sont fournies via ces plates‑formes sur divers sujets essentiels aux processus de contrôle interne. Il s'agit notamment d'informations sur les modalités de télétravail, de rappels sur les exigences relatives aux voyages du DSS de l'ONU, de mises à jour des ordres de service et d'avis sur l'abrogation de notes de service dépassées.

*Réunions collectives*: les renseignements liés au contrôle sont également communiqués au personnel lors des réunions collectives régulières, ce qui permet de diffuser les informations et de garantir la conformité dans l'ensemble de l'organisation.

Ces mécanismes permettent de s'assurer que tous les fonctionnaires connaissent les exigences en matière de contrôle interne qui sont essentielles pour l'intégrité institutionnelle et la conformité réglementaire.

*Mise à jour concernant le projet de nouveau bâtiment*: le projet de nouveau bâtiment fait toujours l'objet de discussions avec les membres de l'UIT. Le démantèlement du bâtiment Varembé et la construction du futur bâtiment sont en attente d'une décision finale des membres et de l'obtention de l'intégralité du financement. L'UIT a récemment recruté un nouveau Chef de la Division de la gestion des installations et du projet de bâtiment, qui a pris ses fonctions le 1er mai 2024. Le projet est supervisé par le Vice-Secrétaire général. La structure de gouvernance comprend le Comité de direction du projet de bâtiment (au niveau opérationnel) et la Commission de direction pour le nouveau bâtiment (au niveau stratégique), qui réunissent tous les services du Secrétariat de l'UIT concernés, y compris le Conseil du personnel, ainsi que le Groupe consultatif d'États Membres (Groupe MSAG). En janvier 2024, le Secrétariat a présenté des informations mises à jour au GTC-FHR et fournira d'autres renseignements actualisés à la réunion du GTC-FHR qui aura lieu en juin ainsi qu'à la session de 2024 du Conseil.

*Communication de la feuille de route pour la transformation*: la communication continue sur la feuille de route pour la transformation, y compris la présentation prévue au Conseil, permet de s'assurer que toutes les parties de l'UIT sont alignées et informées des changements, ce qui est essentiel pour garantir une information et une communication efficaces, conformément au cadre COSO.

5 Activités de suivi

*Évaluation des contrôles ERP*: en 2023, l'UIT a fait appel à des experts extérieurs pour procéder à un examen approfondi de son système de planification des ressources de l'entreprise (ERP), en mettant l'accent sur les conflits potentiels de séparation des tâches, les lacunes et les problèmes de conformité, y compris en ce qui concerne les activités essentielles et les sous-processus susceptibles d'être exploités à des fins frauduleuses. À compter de 2024, ces examens seront entrepris chaque année, dans la mesure où le système ERP occupe une place de plus en plus centrale dans les processus opérationnels de l'UIT. En outre, l'UIT envisage actuellement la mise en œuvre d'une recommandation de contrôle concernant l'acquisition d'une composante sur la gouvernance, la gestion des risques et la conformité (GRC) et son application dans le système ERP.

Conclusion et engagements futurs

La Déclaration sur le contrôle interne de l'UIT pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 témoigne de notre volonté d'améliorer le système de contrôle interne afin de garantir le fonctionnement efficace de l'organisation, ainsi que le respect des réglementations et politiques pertinentes. Tout au long de l'année, des progrès ont été accomplis, notamment avec la création d'une Unité du contrôle interne et la mise en œuvre effective des recommandations issues des audits internes et des vérifications extérieures. Les évaluations menées par l'Unité du contrôle interne en 2023 ont permis de conclure que, même si notre système de contrôle interne est modérément adéquat, il doit encore être amélioré de manière ciblée pour en améliorer l'efficacité.

Des progrès importants ont été réalisés, mais la nécessité d'apporter des améliorations continues dans des domaines essentiels, tels que les processus de gestion des risques, l'intégrité de la présentation de l'information financière et la gestion des ressources humaines, demeure évidente.

Dans une perspective d'avenir, nous sommes déterminés à résoudre rigoureusement ces problèmes en matière de contrôle interne. Je m'engage à accroître la transparence, à améliorer la responsabilisation et à renforcer nos structures de gouvernance. En mettant en œuvre de bonnes pratiques reconnues et en favorisant une culture robuste fondée sur l'intégrité et la conformité, l'UIT sera en mesure d'atteindre ses objectifs stratégiques plus efficacement dans les années à venir. Il s'agit d'un effort itératif et continu, ce qui reflète notre engagement à faire évoluer en permanence nos contrôles internes pour répondre à la fois aux besoins actuels et aux défis futurs.

Doreen Bogdan-Martin

Secrétaire générale

Genève, le 29 avril 2024

Opinion du Vérificateur extérieur

# États financiers

État I: État de la situation financière

Au 31 décembre 2023

(En milliers CHF)



État II: État de la performance financière

Au 31 décembre 2023

(En milliers CHF)



État III: État des variations de l'actif net

Au 31 décembre 2023

(En milliers CHF)



Pour plus d'informations, voir la Note 4.

État IV: État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers CHF)



État V: État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers CHF)



*Le montant de 2,9 millions CHF mentionné ci-dessus pour les intérêts créditeurs est un montant net après passation par pertes et profits d'une somme de 0,5 million CHF. Cette passation par pertes et profits, approuvée par la Secrétaire générale en 2023, résulte des pertes réalisées sur les dotations extrabudgétaires encourues entre 2010 et 2020.*

*La Note 24 contient des informations complémentaires sur les différences de base et les différences relatives à l'entité.*

# Notes relatives aux états financiers

##### Note 1 Objectifs de l'Union

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'institution spécialisée des [Nations Unies](http://www.unsystem.org/fr/content/bienvenue) pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). Pôle de convergence mondial où se retrouvent pouvoirs publics et secteur privé, l'UIT aide le monde à communiquer par le biais de son Secrétariat général et de ses trois Secteurs: les [radiocommunications](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=information&link=rhome&lang=fr), la [normalisation](https://www.itu.int/fr/ITU-T/Pages/default.aspx) et le [développement](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Pages/default.aspx). L'UIT reconnaît pleinement à chaque État le droit souverain de réglementer ses télécommunications.

L'UIT a été responsable au premier chef de l'organisation du [Sommet mondial sur la société de l'information](https://www.itu.int/en/about/Pages/default.aspx).

L'Union est composée de 193 États Membres et de plus de 1 000 entreprises, universités et organisations internationales et régionales. Son siège est situé à Genève (Suisse) et elle compte des bureaux régionaux sur tous les continents, un bureau de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et une entité de coordination au siège pour l'Europe. L'UIT, créée en 1865, est l'institution la plus ancienne du système des Nations Unies et connecte le monde depuis l'époque du télégraphe. Elle a son siège Place des Nations, 1211 Genève 20, Suisse.

L'objet de l'Union est le suivant:

– maintenir et étendre la coopération internationale entre tous ses États Membres pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

– favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur utilité et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;

– s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète;

– promouvoir l'utilisation des services de télécommunication en vue de faciliter les relations pacifiques;

– harmoniser les efforts des États Membres et favoriser une coopération et un partenariat fructueux et constructifs entre les États Membres et les Membres des Secteurs à ces fins; et

– promouvoir au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications.

À cet effet et plus particulièrement, l'Union:

– effectue l'attribution des bandes de fréquences du spectre radioélectrique, l'allotissement des fréquences radioélectriques et l'enregistrement des assignations de fréquence et, pour les services spatiaux, de toute position orbitale associée sur l'orbite des satellites géostationnaires ou de toute caractéristique associée de satellites sur d'autres orbites afin d'éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays;

– coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques pour les services de radiocommunication ainsi que de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites;

– facilite la normalisation mondiale des télécommunications, avec une qualité de service satisfaisante;

– encourage la coopération et la solidarité internationales en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;

– coordonne les efforts en vue d'harmoniser le développement des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

– favorise la collaboration entre les États Membres et les Membres des Secteurs en vue d'établir des tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

– encourage l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

– procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications;

– s'emploie, avec les organismes de financement et de développement internationaux, à promouvoir l'établissement de lignes de crédit préférentielles et favorables destinées au développement de projets sociaux visant, entre autres, à étendre les services de télécommunication aux zones les plus isolées dans les pays;

– encourage la participation des entités concernées aux activités de l'Union et la coopération avec les organisations régionales ou autres en vue de répondre à l'objet de l'Union.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'UIT. Convoquée tous les quatre ans, la Conférence:

• détermine les principes généraux de l'Union;

• adopte un plan stratégique et un plan financier pour une période de quatre ans;

• examine les comptes de l'Union et les approuve définitivement s'il y a lieu;

• élit les États Membres qui siègent au Conseil;

• élit les fonctionnaires élus de l'Union, à savoir le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général et les directeurs des Bureaux des Secteurs; et

• élit les Membres du [Comité du Règlement des radiocommunications](https://www.itu.int/fr/ITU-R/conferences/RRB/Pages/default.aspx#gsc.tab=0).

La Conférence de plénipotentiaires est un événement important, à l'occasion duquel les États Membres de l'UIT décident du rôle futur de l'organisation et déterminent par là même sa capacité à influencer et à orienter l'évolution des TIC dans le monde.

En vertu de l'article 10 de la Constitution, le Conseil est composé d'États Membres élus par la Conférence de plénipotentiaires conformément aux dispositions du numéro 61 de la Constitution. Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Union, agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci:

I Le Conseil est chargé de prendre toutes mesures propres à faciliter la mise à exécution, par les États Membres, des dispositions de la Constitution, de la Convention, des Règlements administratifs, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union, ainsi que d'accomplir toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires.

II Le Conseil examine les grandes questions de politique des télécommunications conformément aux directives générales de la Conférence de plénipotentiaires, afin que les orientations politiques et la stratégie de l'Union soient parfaitement adaptées à l'évolution de l'environnement des télécommunications. Le Conseil établit un rapport sur la politique et sur la planification stratégique recommandées pour l'Union ainsi que sur leurs répercussions financières, en utilisant les données concrètes préparées par le Secrétaire général en application du numéro 74A ci-dessous.

III Il assure une coordination efficace des activités de l'Union et exerce un contrôle financier effectif sur le Secrétariat général et les trois Secteurs.

IV Il contribue, conformément à l'objet de l'Union, au développement des télécommunications dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies.

Les Membres des Secteurs, les organisations régionales de télécommunication et les organisations intergouvernementales, ainsi que l'Organisation des Nations unies et ses institutions spécialisées participent également à la Conférence en qualité d'observateurs.

En 2023, l'UIT a pris des mesures énergiques dans les domaines suivants:

1) **Inclusion et transformation numériques**: malgré les progrès rapides accomplis dans les domaines de l'intelligence artificielle (IA) et de l'informatique, 2,6 milliards de personnes ne sont toujours pas connectées, et des disparités persistent entre les différents groupes démographiques et les zones géographiques. L'UIT se concentre sur la recherche de solutions globales pour renforcer la connectivité dans le monde entier.

2) **Radiocommunications**: les mises à jour apportées au Règlement des radiocommunications lors de la CMR-23 ont permis de mettre à disposition de nouvelles ressources spectrales et ainsi de favoriser l'innovation technologique et la connectivité mondiale, tout en veillant particulièrement à garantir la stabilité réglementaire et la sécurité juridique.

3) **Normes applicables à l'IA et aux technologies numériques**: la prise de conscience croissante de l'importance des normes oriente la gouvernance de l'IA et appuie la transformation numérique dans divers secteurs, ce qui renforce la contribution de ces normes à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

4) **Développement et équité numérique**: l'UIT lutte contre la fracture numérique grandissante, notamment en matière d'accès à la 5G, en encourageant des politiques inclusives et le renforcement des capacités pour appuyer le développement durable dans toutes ses dimensions.

5) **Recherche d'un juste équilibre entre les avantages et les risques des technologies**: le Programme d'accélération pour le numérique au service des ODD de l'UIT met l'accent sur les possibilités qu'offre l'IA pour progresser sur la plupart des cibles associées aux ODD, en prônant un développement et un déploiement responsables grâce à des initiatives comme l'IA au service du bien social.

6) **Mobilisation à l'échelle mondiale**: la participation active de l'UIT aux processus et aux initiatives des Nations Unies fait d'elle un acteur clé de la politique mondiale du numérique et du développement.

7) **Puissance des partenariats**: l'UIT promeut des partenariats de grande envergure pour parvenir à une connectivité universelle et à une transformation numérique durable, en mettant l'accent sur la réduction de la fracture numérique mondiale.

##### Note 2 Fondements de la préparation et de la présentation

Les états financiers de 2023 ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) élaborées et approuvées par l'International Public Sector Accounting Standards Board. L'exercice financier s'étend de janvier à décembre. Ces états ont été préparés sur la base du coût historique.

Le Règlement financier et les Règles financières de l'UIT prévoient un exercice budgétaire biennal; toutefois, pour établir une comparaison pertinente avec les états financiers de 2023, le budget pour l'année 2023 est présenté dans l'État V (État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs).

L'État des flux de trésorerie (État IV) est élaboré au moyen de la méthode indirecte.

L'UIT a appliqué et respecté les exigences des normes IPSAS en vigueur au 1er janvier 2023, et les principes comptables appliqués sont décrits dans la Note 3. Les valeurs sont arrondies au millier le plus proche, et sont également exprimées en millions et/ou milliers de francs suisses, sauf indication contraire.

L'UIT a établi les états financiers en partant du principe qu'elle poursuivrait ses activités, après avoir pris en considération le budget approuvé, les prévisions en matière de financement et les effets existants et prévus des incertitudes concernant les activités de l'Organisation.

Retraitements et modification de la présentation ou de la classification des postes budgétaires

La modification de la valeur actuelle nette du prêt, qui est comptabilisée directement dans l'État des variations de l'actif net dans le rapport de gestion financière pour 2022, a été intégré dans l'État de la performance financière de 2023. En conséquence, l'État des flux de trésorerie ainsi que la Note 21 relative aux produits/(coûts) financiers ont été retraités.

Les informations comparatives ci-après ont été reclassées ou ont fait l'objet d'une nouvelle présentation pour améliorer la qualité de la présentation et parvenir à une certaine cohérence avec les données pour l'exercice financier en cours et les autres informations fournies:

• La ligne "Produits différés" (10,8 millions CHF en 2022) a été divisée en deux lignes, à savoir "Fiches de notification de réseaux à satellite" (5,1 millions CHF en 2022) et "Parrainage du nouveau bâtiment" (4,9 millions CHF), tandis que la ligne "Contributions extrabudgétaires (0,798 million CHF) a été reclassée sous "Fonds extrabudgétaires", sous la ligne "Fonds de tiers à recevoir" (Note 20 – Fonds extrabudgétaires). Ces fonds sont liés à des accords signés et facturés en 2023 pour lesquels le recouvrement est prévu en 2024.

• La ligne "Fonds de tiers affectés" (35,4 millions CHF en 2022) figurant dans la Note 20 – Fonds extrabudgétaires, a été divisée en deux éléments, à savoir les fonds non courants et les fonds courants, dont les montants s'élèvent à 12,6 millions CHF et à 22,8 millions CHF respectivement.

• Concernant les produits financiers, dans la Note 21, la ligne "Pertes de change réalisées" (1,0 million CHF en 2022) a été divisée en deux éléments, à savoir "Gains de change réalisés sur les placements" (1,9 million CHF) et "Pertes de change réalisées sur les opérations" (3,0 millions CHF), ce qui permet de présenter séparément les incidences des opérations de change réalisées sur les placements et sur les activités opérationnelles récurrentes.

En outre, la ligne des biens en construction a été subdivisée afin de présenter séparément les montants engagés dans le projet de nouveau bâtiment.

Jugement et estimations clés

Pour que la préparation des états financiers soit conforme aux normes IPSAS, la direction doit formuler des jugements, des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses associées sont fondées sur l'expérience passée ainsi que sur divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances et sur les informations disponibles à la date de la préparation des états financiers, dont les résultats constituent la base des jugements sur la valeur comptable des actifs et des passifs qui n'apparaît pas clairement dans d'autres sources. Les résultats effectifs peuvent différer de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous‑jacentes sont revues en permanence. Les changements dans les estimations sont pris en considération dans la période au cours de laquelle ils sont connus. Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes: mesure actuarielle des avantages du personnel; estimation de la durée de vie utile et méthodes d'amortissement/de dépréciation des immobilisations corporelles/incorporelles; dépréciation d'actifs; classification des instruments financiers; valorisation des actifs de placement; comptabilisation des produits; et provisions. L'UIT a décidé de passer les stocks par pertes et profits dans les états financiers de 2023 en raison de leur valeur non significative, et les postes ont été portés en charges. Cette méthode permet de gagner en clarté et de se concentrer sur des données financières plus significatives, facilitant ainsi une analyse plus directe et plus pertinente. Ces actifs sont toujours contrôlés, mais aucune valeur ne leur est attribuée dans les états financiers.

Changements comptables futurs

Au 31 décembre 2023, date de l'état de la situation financière, les normes IPSAS suivantes avaient été publiées, mais n'étaient pas entrées en vigueur:

| Norme | Titre | Date d'entrée en vigueur | Incidence potentielle pendant l'année d'adoption |
| --- | --- | --- | --- |
| IPSAS 43 | Contrats de location | 1er janvier 2025 | Remplace la norme IPSAS 13 (Contrats de location) et introduit le modèle de droit d'usage pour les contrats de location. Elle énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information des contrats de location. Cette nouvelle norme n'a actuellement pas d'incidence majeure sur les états financiers de l'UIT, l'Union n'ayant pas conclu de contrats de location à l'heure actuelle. Toutefois, compte tenu de l'évolution et du champ d'application de cette nouvelle norme, l'UIT examinera attentivement sa méthode et ses systèmes comptables afin d'être prête pour l'entrée en vigueur de cette norme. |
| IPSAS 44 | Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées | 1er janvier 2025 | Cette nouvelle norme spécifie la comptabilisation des actifs non courants détenus en vue de la vente ainsi que la présentation et la divulgation des activités abandonnées. Une analyse sera réalisée afin d'évaluer les possibles incidences sur les états financiers de l'UIT. |
| IPAS 45 | Immobilisations corporelles | 1er janvier 2025 | La norme IPSAS 45, qui remplace la norme IPSAS 17, Immobilisations corporelles, ajoute la valeur opérationnelle actuelle comme base de mesure dans le modèle actualisé de la valeur actuelle des actifs relevant de son champ d'application, recense les caractéristiques des biens patrimoniaux et des infrastructures, et ajoute de nouvelles directives sur la manière de comptabiliser et d'évaluer ces importants types d'actifs du secteur public. Cette nouvelle norme ne devrait pas avoir d'incidences majeures sur les états financiers de l'UIT dans la mesure où l'UIT ne dispose pas, à l'heure actuelle, de biens patrimoniaux et d'infrastructures parmi ses actifs, mais l'Union procède actuellement à un examen approfondi pour se conformer à cette nouvelle norme. |
| IPSAS 46 | Mesure | 1er janvier 2025 | La norme IPSAS 46 donne de nouvelles directives dans une norme unique portant sur la manière d'appliquer les bases de mesure couramment utilisées. Elle introduit pour la première fois des directives génériques sur la juste valeur et introduit la valeur opérationnelle actuelle, qui est une base d'évaluation de la valeur actuelle propre au secteur public élaborée en réponse aux parties prenantes qui considèrent qu'une base d'évaluation de la valeur actuelle autre que la juste valeur est nécessaire pour certains actifs du secteur public. L'UIT travaille actuellement à la quantification des incidences de cette norme sur ses comptes financiers. |
| IPSAS 47 | Produits | 1er janvier 2026 | La norme IPSAS 47 intitulée "Produits" rassemble toutes les lignes directrices relatives à la comptabilité des produits dans le secteur public, et présente deux modèles comptables fondés sur l'existence d'un régime contraignant. Cette nouvelle norme fournit des lignes directrices ciblées pour aider les entités à appliquer les principes pour comptabiliser les d'opérations génératrices de produits du secteur public. L'UIT travaille actuellement à la quantification des incidences de cette norme sur ses comptes financiers. |
| IPSAS 48 | Charges de transfert | 1er janvier 2026 | La norme IPSAS 48 intitulée "Charges de transfert" donne des indications comptables concernant les charges de transfert, qui représentent une part importante des charges de nombreuses entités du secteur public. Cette nouvelle norme comble une lacune importante dans la littérature de l'IPSASB et fournit des lignes directrices destinées à aider les entités à comptabiliser les opérations génératrices de charges de transfert du secteur public. L'UIT travaille actuellement à la quantification des incidences de cette norme sur ses comptes financiers. |

L'UIT continue d'évaluer les incidences de ces normes sur les états financiers futurs avant leur entrée en vigueur.

En outre, l'UIT continue de suivre la publication des exposés-sondages et participe activement aux travaux du Conseil de l'IPSAS par l'intermédiaire du Groupe d'étude des Nations Unies sur les normes comptables, notant que leur application peut avoir une incidence sur les états financiers futurs de l'UIT.

##### Note 3 Principales méthodes comptables

## 3.1 Taux de change applicable à la monnaie fonctionnelle

Le franc suisse (CHF) est la monnaie fonctionnelle de l'UIT et celle utilisée dans la présentation des états financiers. Les opérations en monnaies autres que le franc suisse sont converties en cette monnaie au taux de change opérationnel des Nations Unies (United Nations Operational Rates of Exchange, UNORE) pratiqué à la date de la transaction. Les avoirs et engagements monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en franc suisse au taux de change UNORE en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des avoirs et engagements libellés en devises sont comptabilisés dans l'État de la performance financière (État II).

## 3.2 Instruments financiers

Les instruments financiers de l'UIT se composent des caisses et des dépôts à court terme, des placements, des créances issues d'opérations avec contrepartie directe, des créances sans contrepartie directe, des comptes fournisseurs, des prêts et des emprunts.

### 3.2.1 *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs en banque et les dépôts à court terme ayant une échéance inférieure ou égale à trois mois.

### 3.2.2 *Placements*

Les placements à terme ayant une échéance de trois à neuf mois, très liquides qui sont convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont comptabilisés au coût amorti, conformément à la norme IPSAS 41. Les placements sont présentés dans l'état de la situation financière en actifs courants.

### 3.2.3 *Dettes financières et emprunt auprès de la FIPOI*

Les dettes financières comprennent les emprunts, les autres financements, les fournisseurs et créanciers d'exploitation. Elles sont présentées dans l'état de la situation financière en passifs courants ou non courants selon que leur échéance est respectivement inférieure ou supérieure à un an.

Les emprunts comptabilisés comme étant des emprunts dans ces états financiers sont les emprunts sans intérêt contractés auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour financer la construction des bâtiments de l'UIT.

L'UIT comptabilise les prêts à la juste valeur. Le montant dû des prêts a été actualisé sur la base du taux des obligations à 30 ans de la Confédération suisse de 0,499% en décembre 2023 (1,476% pour 2022). On trouvera d'autres détails dans la Note 16.

Le remboursement du prêt accordé pour la construction des nouveaux locaux de l'UIT débutera après réception du nouveau bâtiment seulement. Ce prêt est comptabilisé initialement à la juste valeur puis sera évalué aux coûts amortis. Ce prêt sera traité suivant une approche similaire à celle des autres prêts concessionnels de la FIPOI. Le projet de construction de bâtiment de l'UIT n'a pas encore débuté et aucun plan d'amortissement n'a donc été prévu. Dès que de nouvelles informations seront disponibles, l'UIT rendra compte de ces décisions dans ses états financiers.

Les bâtiments du siège de l'UIT sont situés sur un terrain appartenant au Canton de Genève, sur lequel l'UIT détient des droits de superficie. En vertu de l'accord sur les droits de superficie (les "droits de superficie"), l'UIT a le droit d'utiliser ce terrain jusqu'au 31 décembre 2079. L'UIT n'est pas propriétaire du terrain, et les droits de superficie ont été octroyés gratuitement. Aucune valeur foncière n'a été comptabilisée, car l'UIT ne peut céder ces droits dans le cadre d'une transaction commerciale. La durée de vie utile utilisée pour calculer l'amortissement des bâtiments du siège de l'UIT est la durée de vie utile des éléments pertinents des bâtiments du siège de l'UIT ou la durée de l'accord sur les droits de superficie sous-jacents, la durée la plus courte étant retenue.

### 3.2.4 *Créances*

Les créances l'UIT sont considérées comme des actifs financiers non dérivés avec des échéances fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Elles prennent naissance lorsque l'UIT est engagée contractuellement avec un tiers et jusqu'à ce que les transferts de trésorerie liés à ces actifs financiers aient été exécutés et que les risques et avantages liés à ces actifs aient également été transférés à l'UIT. Ces actifs sont classés en actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture, qui sont classés en actifs non courants.

Les créances sont classées en deux catégories distinctes: les créances issues d'opérations avec contrepartie directe, telles les créances issues de la vente de publications ou du traitement de fiches de notification de réseau à satellite, et les créances correspondant à des transactions sans contrepartie directe, notamment celles liées aux contributions mises en recouvrement versées à l'UIT, mais aussi aux contributions volontaires et aux parrainages.

Les créances sont comptabilisées au coût amorti. Ce montant est ajusté en fonction de la provision pour créances douteuses lors de l'examen des créances douteuses au moment de la clôture annuelle des comptes.

L'UIT évalue à chaque date de clôture s'il existe des preuves objectives de la dépréciation d'un actif financier. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé déprécié si, et seulement si, il existe des preuves objectives de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements, survenus après la comptabilisation initiale de l'actif, ayant une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers qui peut être estimée de manière fiable. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'utilisation d'un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé en excédent ou en déficit. Si, lors d'un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimée augmente ou diminue en raison d'un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est augmentée ou diminuée par ajustement du compte de provision. Si une passation par pertes et profits est ultérieurement recouvrée, elle est créditée aux produits en excédent ou en déficit.

## 3.3 Introduction de nouvelles normes IPSAS

Deux nouvelles normes comptables importantes ont été examinées pour l'exercice financier 2023: la norme IPSAS 41 sur les instruments financiers, et la norme IPSAS 42 sur les prestations sociales.

La norme IPSAS 42 a été conçue pour établir les principes et les exigences applicables à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des prestations sociales dans les états financiers. Après examen, il a été conclu que la norme IPSAS 42 n'avait pas d'incidence sur les états financiers de l'UIT et, par conséquent, cette norme n'a pas été adoptée.

La nouvelle norme IPSAS 41 remplace la norme IPSAS 29 et renforce les principes d'information financière des actifs et passifs financiers. Elle est essentielle à l'évaluation des montants, du calendrier et de l'incertitude relative aux futurs flux de trésorerie d'une entité. En particulier, l'adoption de la norme IPSAS 41 a eu une incidence sur les notes d'information des états financiers de l'UIT. Les changements apportés ont notamment consisté à modifier la terminologie et à introduire l'obligation de calculer les pertes de crédit attendues (ECL). L'UIT s'est appuyée sur les orientations du Réseau Finances et budget des Nations Unies pour la mise en œuvre de cette norme. La Note 5 contient des informations complémentaires sur la mise en œuvre de cette norme.

Classification et évaluation des instruments financiers de l'UIT

Les instruments financiers sont comptabilisés à partir de la date de transaction, à laquelle l'UIT devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument, jusqu'à ce que les droits de recevoir les flux de trésorerie provenant de ces actifs aient expiré ou aient été transférés et que l'organisation ait transféré tous les risques et avantages liés au droit de propriété.

Les principes de la norme IPSAS 41 relatifs à la présentation d'informations financières sur les actifs financiers ont été appliqués pour préparer les présents états financiers et, à ce titre, les critères ci-après ont été pris en compte pour classer et évaluer les actifs et passifs financiers:

a) le modèle économique utilisé pour la gestion des actifs et passifs financiers; et

b) les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie des actifs et passifs financiers.

Ces critères de classification permettent de déterminer la base d'évaluation à appliquer au titre de la norme IPSAS 41 pour chaque catégorie d'actifs ou de passifs financiers: coût amorti, juste valeur par le biais des actifs nets/fonds propres, ou juste valeur par le biais d'un excédent/déficit.

Les actifs et passifs financiers ont été reclassés conformément à la norme IPSAS 41, comme suit:

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes courants ou les comptes de dépôts, les instruments du marché monétaire (90 jours ou moins) qui comptent un ou deux flux de trésorerie, le remboursement en principal et le paiement des intérêts en fonction du taux applicable. Les liquidités déposées sur des comptes bancaires comprennent les liquidités que l'UIT détient à son siège et dans ses bureaux hors siège dans diverses

monnaies. Les comptes sont destinés à percevoir les flux de trésorerie contractuels. Par conséquent, les comptes courants et les comptes de dépôts seront classés comme étant évalués au coût amorti, conformément au § 40 de la norme IPSAS 41.

Prêts et créances

Les créances sans contrepartie directe, les accords de contribution volontaire, les autres créances et les placements dans des dépôts à terme et dans d'autres instruments associés sont évalués au coût amorti. Le portefeuille actuel de placements de l'UIT ne comprend pas d'instruments de capitaux propres ou de produits dérivés.

Le tableau ci-dessous présente les classifications des types d'actifs financiers les plus courants de l'UIT, qui ont été établies sur la base d'un groupe d'actifs financiers selon le modèle de gestion de l'UIT et d'un test visant à déterminer si les actifs correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts (évaluation SPPI), pour classer les actifs dans les catégories correspondantes.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Portefeuille/catégorie d'actifs | Actifs financier | Classification au titre de la norme IPSAS 29 | Classification au titre de la norme IPSAS 41 | | |
| Évaluation du modèle de gestion | Test SPPI[[1]](#footnote-1) | Catégorie de classification |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Fonds en banque et en caisse – convertibles et non convertibles | Prêts et créances | Comptes détenus afin de percevoir les flux de trésorerie | Sans objet | Coût amorti |
| Fonds détenus sur des comptes de placement sur le marché monétaire | Prêts et créances | Coût amorti |
| Dépôts à terme et autres (< 90 jours) | Prêts et créances | Succès | Coût amorti |
| Portefeuille de placements | Dépôts à terme (entre 90 et 180 jours) | Prêts et créances | Comptes détenus afin de percevoir les flux de trésorerie | Succès | Coût amorti |
| Certificat de dépôt | Prêts et créances | Coût amorti |
| Créances | Créances liées aux contributions mises en recouvrement | Prêts et créances | Comptes détenus afin de percevoir les flux de trésorerie | Succès | Coût amorti |
| Créances liées aux contributions volontaires | Coût amorti |
| Autres créances | Coût amorti |
| Produits dérivés (non applicable actuellement) | Contrats à terme/Options de change sur devises | Détenus à des fins de transaction | Détenus à des fins de transaction | Sans objet | À la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit (FVSD) |

Classification des passifs financiers

Par la suite, les passifs financiers sont évalués:

– au coût amorti, à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif; ou

– à la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit (FVSD)

L'adoption de la norme IPSAS 41 n'entraîne pas de modification de la classification des passifs financiers de l'entité.

| Catégorie de passifs financiers | Analyse au regard de la norme IPSAS 41 | Classification selon la IPSAS 41 |
| --- | --- | --- |
| Compte fournisseurs et charges à payer | Les dettes et les charges résultant de l'achat de biens et de services sont comptabilisées initialement à leur juste valeur puis sont évaluées au coût amorti, lorsque les biens/services sont fournis/rendus et acceptés par l'UIT. | Coût amorti |
| Contributions reçues d'avance | Ces contributions ne constituent pas des passifs financiers, étant donné qu'elles ne sont pas censées être réglées en espèces. | Sans objet |
| Fonds détenus pour le compte de tierces parties | Les états financiers de l'UIT ne comprennent pas les passifs liés aux fonds que l'UIT détient pour le compte de tierces parties (certaines entités non consolidées). | Coût amorti |
| Passifs dérivés (détenus à des fins de transaction) (non applicable actuellement) | L'UIT n'utilise pas de produits dérivés afin de maîtriser le risque de change et, si c'était le cas, elle conclurait des contrats avec des contreparties solvables conformément aux lignes directrices pertinentes de l'Union en matière de placement. | À la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit |
| Prêts de la FIPOI | L'UIT bénéficie actuellement de quatre prêts sans intérêts qui lui ont été accordés par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). Trois prêts sont comptabilisés à leur juste valeur, tandis que le quatrième ne fait actuellement l'objet d'aucun plan d'amortissement et est donc comptabilisé aux coûts amortis. | À la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit (pour trois prêts de la FIPOI) et au coût amorti (4ème prêt de la FIPOI, pour lequel il n'existe actuellement pas de plan d'amortissement) |
| Tous les passifs financiers autres que ceux comptabilisés à leur juste valeur par le biais d'un excédent/déficit | Une entité doit classer tous ses passifs financiers comme ayant été évalués au coût amorti dans un deuxième temps. | Coût amorti |
| Autres passifs | • Les produits constatés d'avance ne sont pas des passifs financiers.  • L'UIT ne dispose pas de contrats de location-financement, qui seraient évalués conformément à la norme IPSAS 13 intitulée "Contrats de location".  • Les passifs correspondant aux avantages du personnel ne sont pas des passifs financiers. | Conformément aux normes pertinentes |

Conformément à la norme IPSAS 41, un modèle unique de dépréciation prospectif est appliqué, ce qui suppose de comptabiliser en permanence les pertes de crédit attendues.

Le modèle de dépréciation de la norme IPSAS 41 a été appliqué aux actifs financiers évalués au coût amorti, en particulier la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le portefeuille de placements et les créances. Le calcul des pertes de crédit attendues pour tous les actifs financiers n'a pas joué un rôle essentiel dans le contexte des présents états financiers et, par conséquent, il n'est pas présenté.

## 3.4 Stocks

En 2023, en raison de la valeur non significative des stocks, tous les postes ont été portés en charges. Ces actifs sont toujours contrôlés par l'UIT, mais aucune valeur ne leur est attribuée dans les états financiers.

## 3.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles détenues par l'UIT sont évaluées à leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeurs.

Ajouts

Le coût d'un élément d'immobilisation corporelle est comptabilisé comme un actif s'il est probable que des avantages économiques futurs ou un potentiel de service associés à cet élément seront acquis par l'UIT et si le coût de l'élément peut être mesuré de manière fiable. Lorsqu'un élément est un don, son coût initial est mesuré à la valeur juste de l'élément à la date d'acquisition.

Cessions

Les gains et pertes de cession sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans l'état de la performance financière.

Coûts ultérieurs

Les coûts encourus après l'acquisition initiale ne sont capitalisés que lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs ou le potentiel de service associés à l'article reviendront à l'UIT et que le coût de l'article pourra être évalué de manière fiable.

Les biens d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception du bien et amortis linéairement par la suite.

Les biens d'une valeur inférieure à 5 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception du bien puis amortis intégralement au cours de l'année d'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation se compose de plusieurs éléments significatifs ayant des durées d'utilité différentes, chaque élément est comptabilisé séparément. Les amortissements sont effectués de manière linéaire selon la durée d'utilité estimée de chaque objet, compte tenu d'une durée résiduelle finale, s'il y a lieu. Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

Les immobilisations corporelles acquises lors de projets menés dans le cadre d'activités extrabudgétaires (les projets du Programme des Nations Unies pour le développement, les projets à exécution nationale et les contributions volontaires) sont entièrement comptabilisées en tant que charges dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition, car ils ne sont pas contrôlés par l'UIT.

Le tableau ci-dessous illustre la durée d'utilité estimée des actifs.



L'UIT examine à chaque date de clôture annuelle s'il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée et une perte de valeur est inscrite dans l'état de la performance financière lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable. En 2023, un examen approfondi a été mené concernant les biens en construction, et la Note 27 contient des informations détaillées sur le processus et les scénarios possibles pour l'UIT.

## 3.6 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (licences informatiques et logiciels) détenues par l'UIT comprennent des actifs développés en interne et des actifs acquis auprès de fournisseurs extérieurs. Ces actifs sont évalués à leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les logiciels développés en interne sont capitalisés si l'UIT peut espérer bénéficier des avantages économiques ou des possibilités de service qui leur sont associés. Les coûts de développement directement liés à la conception et à l'essai de produits logiciels reconnaissables et uniques gérés par l'UIT sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles lorsque les critères ci-après sont satisfaits à la date de clôture:

– Il est techniquement possible d'achever le développement du produit logiciel qui pourra ainsi être utilisé.

– La direction a l'intention d'achever le développement du produit logiciel et de l'utiliser ou de le mettre en vente.

– Il est possible d'utiliser ou de vendre le produit logiciel.

– Il est possible de prouver que le produit logiciel générera vraisemblablement des bénéfices économiques dans l'avenir.

– Des ressources appropriées sur les plans technique, financier ou autre sont disponibles pour achever le développement du produit logiciel et l'utiliser ou le vendre; les charges liées au développement du produit logiciel peuvent être évaluées de façon fiable.

Seuils de capitalisation

• Les immobilisations incorporelles (licences informatiques et logiciels) d'une valeur inférieure à 5 000 CHF qui ont été acquises auprès de fournisseurs extérieurs sont capitalisées et amorties intégralement au cours du même exercice, afin de faciliter le suivi des stocks.

• Les immobilisations incorporelles (licences informatiques et logiciels) d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 CHF qui ont été acquises auprès de fournisseurs extérieurs sont capitalisées et amorties sur une période de trois ans par défaut, sauf si l'accord contient une date d'expiration (pour les licences et les logiciels), auquel cas la durée de vie économique utile est alignée sur les termes du contrat.

• Les immobilisations corporelles (logiciels) d'une valeur supérieure à 50 000 CHF qui ont été développées en interne sont capitalisées et leur durée de vie économique utile minimale est fixée à trois ans. La durée de vie économique utile est définie sur la base des recommandations des responsables concernés, compte tenu des besoins opérationnels et des futurs avantages économiques attendus. Seuls les coûts de développement directement imputables sont capitalisés, y compris les dépenses de personnel engagées pour le développement de logiciels et une part appropriée des charges indirectes correspondantes. Les coûts liés aux phases de recherche sont portés en charges.

Amortissement et entretien

L'amortissement des actifs capitalisés est calculé à l'aide de la méthode linéaire pendant leur durée de vie utile estimée, qui peut être prolongée en fonction des besoins opérationnels et de la durée des futurs avantages économiques attendus.

Les coûts associés à l'entretien des immobilisations incorporelles sont portés en charges.

## 3.7 Provisions

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant à payer est incertain. Elles sont comptabilisées lorsque l'UIT a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

## 3.8 Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels sont des droits ou des engagements possibles qui résultent d'événements passés et dont l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou la non‑occurrence d'un ou de plusieurs événements futurs incertains sur lesquels l'UIT n'exerce pas un contrôle total.

Les passifs éventuels sont indiqués lorsqu'un éventuel engagement est incertain, mais peut être mesuré, ou lorsque l'UIT a un engagement actuel, mais ne peut pas mesurer de manière fiable les sorties possibles de ressources. À l'heure actuelle, l'UIT ne dispose d'aucun actif éventuel et d'aucun passif éventuel significatif.

## 3.9 Avantages du personnel

Les avantages du personnel suivants sont comptabilisés:

– Les prestations à court terme qui doivent être réglées dans les 12 mois suivant la date de clôture et sont évalués à leur valeur nominale sur la base des droits accumulés aux taux de rémunération actuels. Les prestations à court terme comprennent les prestations versées pour la première fois (primes d'affectation), les prestations mensuelles ordinaires (salaires, traitements, indemnités) et autres prestations (indemnité pour frais d'études, congé dans les foyers, etc.). Une charge est comptabilisée lorsque des fonctionnaires rendent des services à l'UIT et un passif est comptabilisé pour des droits qui n'ont pas été réglés à la date de clôture.

– Les autres prestations à long terme dues au personnel sont des prestations qui devraient être réglées plus de 12 mois après la fin de la période considérée; elles concernent les primes de rapatriement et les congés accumulés. Le passif comptabilisé pour les primes de rapatriement correspond à la valeur actuelle des engagements au titre des prestations définies à la date de clôture. Ce passif est calculé par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Les frais d'intérêts, les frais de services rendus au cours des services courants et les gains ou pertes actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou d'ajustements dus à l'expérience sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

– Les engagements concernant l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI).

– Les engagements pour l'ancien plan de pension afin de définir les engagements de l'UIT à la date de clôture de l'exercice.

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le plan expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant au régime. L'UIT et la CCPPNU, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UIT dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'UIT assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'UIT au plan pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

Depuis le 1er janvier 2020, l'UIT a intégré l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS). Les engagements concernant l'ASHI font l'objet d'une étude actuarielle selon la norme IPSAS 39 afin de définir et de comptabiliser le montant des engagements futurs de l'UIT relatif à ces prestations.

Les engagements concernant l'ASHI de l'UIT donnent le droit de bénéficier de la couverture ASHI acquise et accumulée par les retraités de l'organisation pendant leur service actif. Le passif comptabilisé pour ce régime est la valeur actualisée des engagements au titre des prestations définies à la date de clôture. Ce passif est calculé par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Les intérêts et les frais de service courant sont comptabilisés dans l'état de la performance financière en tant que composantes des charges de personnel. Les gains ou pertes actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou d'ajustements liés à l'expérience sont directement comptabilisés dans l'actif net.

Les hypothèses concernant l'UIT sont décrites dans les Notes 17 et 18 relatives aux avantages du personnel.

## 3.10 Comptabilisation des produits

Produits sans contrepartie directe

Conformément aux normes IPSAS, les produits tirés des contributions mises en recouvrement, des contributions volontaires et des parrainages reçus ou confirmés dans le cadre d'un accord contraignant sont comptabilisés en tant qu'opérations sans contrepartie directe selon la norme IPSAS 23 (Produits des opérations sans contrepartie directe).

– Contributions mises en recouvrement:

Les contributions mises en recouvrement sont les contributions provenant des États Membres, des Membres de Secteur ainsi que des Associés. La Conférence de plénipotentiaires fixe la limite supérieure de l'unité contributive qui servira de base dans le calcul des produits de l'Union pour les budgets biennaux des quatre années à venir. Les États Membres et les Membres de Secteur choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux charges de l'Union conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution de l'UIT et acquittent, au titre de l'année de leur adhésion ou admission, une contribution calculée, pour les Membres, à partir du premier jour du mois de l'adhésion ou de l'admission. Ces produits servent à mettre en application les activités de l'Union définies par cette même Conférence de plénipotentiaires.

Les contributions mises en recouvrement sont comptabilisées en tant que produits sur une base annuelle, le premier jour de l'année à laquelle elles se rapportent.

– Contributions volontaires et parrainages:

Les contributions volontaires et parrainages sont comptabilisés initialement en tant que produits au moment où l'accord entre l'UIT et le bailleur de fonds devient contraignant et lorsque le contrôle de l'actif sous-jacent est obtenu, sauf si l'accord comporte des conditions conformément aux définitions de la norme IPSAS 23.

Les accords contenant de telles conditions exigent la comptabilisation initiale d'un passif et le report de la comptabilisation des produits jusqu'à ce que le passif soit acquitté par l'exécution des conditions spécifiques incluses dans l'accord et d'une obligation exécutoire de restitution des montants s'ils ne sont pas utilisés de la manière spécifiée. Le montant comptabilisé comme passif est la meilleure estimation du montant nécessaire pour régler l'obligation à la date de clôture.

Lorsque des accords sont signés, qu'aucune contribution n'est reçue et que l'accord porte sur des exercices financiers futurs, le passif est alors comptabilisé en produits différés.

Produits avec contrepartie directe

Les produits suivants répondent à la définition d'opérations avec contrepartie directe selon la norme IPSAS 9 – Les produits des opérations avec contrepartie directe sont comptabilisés conformément à cette norme.

Les produits des opérations avec contrepartie directe dégagés par l'UIT sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir et sont comptabilisés au fur et à mesure de la livraison des biens et services.

Les produits avec contrepartie directe comprennent les produits et services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts, à savoir:

– La vente de publications: les produits tirés de la vente de publications sont comptabilisés au moment de leur expédition et ceux des ventes de services d'accès aux statistiques de l'UIT et aux données sur support électronique sont comptabilisés au moment où ces données deviennent accessibles.

– Le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite: les produits tirés du traitement des fiches de notification de réseaux à satellite sont comptabilisés au moment de la publication finale des fiches de notification dans la Circulaire internationale d'information sur les fréquences du BR (BR IFIC); lorsqu'une publication dans la Circulaire BR IFIC n'est pas effective l'année de la facturation initiale, le service est considéré comme non finalisé et le produit sera donc reporté jusqu'à la publication finale dans la Circulaire BR IFIC.

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN): l'UIT perçoit par avance des contributions pour fournir des prestations pour l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN), ainsi que pour l'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

## 3.11 Présentation de l'information sectorielle

L'information sectorielle est basée sur les principales activités et sources de financement de l'UIT et est reportée d'une manière cohérente avec la structure de l'information financière fournie au Chef du Département de la gestion des ressources financières. Ces secteurs sont conformes au programme de travail de l'UIT pour les années 2022-2023:

– Secrétariat général.

– Secteur des radiocommunications (UIT-R): gestion des ressources internationales que constituent le spectre des fréquences radioélectriques et les orbites de satellites.

– Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T): adaptation de méthodes de travail harmonisées et mise en place de modalités de collaboration souples pour répondre aux besoins de marchés.

– Secteur du développement des télécommunications (UIT-D): donner, à des conditions abordables, un accès équitable et durable aux technologies de l'information et de la communication.

– Fonds pour le nouveau bâtiment: correspond au projet de construction des nouveaux locaux du siège.

– Ancienne Caisse des pensions: regroupe le Fonds de pensions et le Fonds d'intervention.

– Fonds extrabudgétaires: comprennent les Fonds PNUD, les Fonds d'affectation spéciale, les Fonds FDTIC, les contributions volontaires et ITU Telecom.

En raison de la nature des activités de l'UIT, ses immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées conjointement par l'ensemble des Secteurs et ne sont pas gérées par les différents Secteurs.

Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, ces produits et charges ont été imputés aux quatre secteurs de l'UIT (y compris le Secrétariat général) sur la base des chiffres figurant dans le budget. L'ajustement annuel de l'ASHI a été attribué en fonction de l'effectif de chaque secteur.

En effet, les actifs et passifs de l'Union autres que ceux représentant l'actif net sont la propriété ou relèvent de la responsabilité de l'organisation dans son ensemble et ne représentent pas des actifs et passifs relatifs à des segments. Les fonds extrabudgétaires ne possèdent pas d'immobilisations. Les actifs et les passifs représentent de nombreuses activités qui sont communes aux segments de l'Union. L'affectation des actifs et passif aux différents Secteurs ne pourrait être qu'arbitraire et sans cohérence. Ce qui serait contraire aux principes d'IPSAS 18. C'est pourquoi les passifs et actifs individuels ne seront pas détaillés au niveau des segments.

## 3.12 État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs

Le budget de l'Union pour la période 2022-2023 est fondé sur la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018), "Recettes et dépenses de l'Union pour la période 2020-2023", et sur le Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 figurant dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

En outre, le budget du programme est coordonné avec les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général.

En vertu de la norme IPSAS 24, une comparaison des montants budgétés avec les montants réels doit être intégrée dans les états financiers annuels (État V). Le projet de budget de l'Union pour 2020-2021 se compose de deux budgets annuels. Une estimation du budget a été faite pour chacun des exercices.

Le budget définitif pour l'exercice 2023 a été approuvé par le Conseil à sa session de 2021 par l'adoption de la Résolution 1405 (Document C21/97). L'État V contient une comparaison du budget définitif et des montants effectifs. Le budget et les états financiers n'étant pas préparés sur la même base, l'État V contient un rapprochement des montants figurant dans le budget et des montants figurant dans l'État II (État de la performance financière). La différence relative aux entités représente l'intégration dans les états financiers de l'Union des fonds extrabudgétaires, tandis que les différences de base comprennent les produits et les charges qui ne sont pas inscrits dans le budget de l'UIT ou qui sont traités différemment conformément aux exigences des normes IPSAS. On trouvera des informations détaillées dans la Note 24.

##### Note 4 Gestion de l'actif net

L'actif net de l'Union se compose:

• du Fonds de réserve de l'UIT;

• des autres réserves et fonds;

• des réserves extrabudgétaires;

• des gains/(pertes) actuariels ASHI par actif net;

• de l'excédent/(du déficit) accumulé.

Fonds de réserve de l'UIT

Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier, le Fonds de réserve est alimenté par des crédits budgétaires inutilisés. Son évolution est décrite en détail dans l'état de variation de l'actif net de l'Union. Le Fonds de réserve est constitué des éléments suivants:

a) le solde net positif/négatif de la mise en œuvre du budget ordinaire de chaque exercice;

b) les transferts provenant d'autres fonds et/ou réserves, sur décision du Conseil;

c) les autres augmentations du Fonds de réserve prescrites par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Nonobstant la disposition 4b) de l'Article 13 du Règlement financier de l'UIT, compte tenu de la nécessité de maintenir le Fonds de réserve à un niveau minimal fixé par la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil, par décision spéciale, peut effectuer des prélèvements sur le Fonds de réserve, afin, notamment, de procéder aux opérations suivantes:

a) réduire le montant de l'unité contributive;

b) équilibrer le budget de l'Union;

c) effectuer des transferts sur d'autres fonds et/ou réserves; ou

d) débiter du Fonds de réserve tout montant prescrit par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Les mouvements du Fonds de réserve de l'UIT sont indiqués dans le tableau ci-dessous.



Au 31 décembre 2023, l'avoir du Fonds de réserve s'élevait à 26,3 millions CHF (contre 28,4 millions CHF en 2022). L'avoir du Fonds de réserve représente 16,3% du budget 2023, pourcentage très largement supérieur au seuil de 6% fixé par la Conférence de plénipotentiaires dans sa Décision 5 (Rév. Dubaï, 2022). Pour renforcer le Fonds de réserve de l'UIT et garantir qu'il permet de satisfaire aux exigences concernant les liquidités et les exigences opérationnelles, une analyse plus détaillée et complète sera effectuée. Cette analyse servira à protéger l'organisation contre tout imprévu financier qui pourrait survenir dans le futur.

Autres réserves et fonds

Les autres réserves et fonds incluent:

– Les économies réalisées au cours de l'année précédente.

– Le Fonds de placement, qui comprend le Fonds d'entretien des bâtiments et le Fonds TIC:

Par sa [Décision 588](https://www.itu.int/md/S16-CL-C-0124/fr), le Conseil, à sa session de 2016, a décidé de remplacer le bâtiment Varembé par une nouvelle construction (ci-après dénommée "nouveau bâtiment") incluant aussi les bureaux et les installations de la Tour, en complément du bâtiment Montbrillant, qui sera conservé et réaménagé. Un prêt sans intérêt à hauteur de 150 millions CHF a été accordé par la Confédération suisse pour financer ce projet.

– Le Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment:

Cette réserve a été créée pour compléter le budget financé au moyen du prêt consenti par le pays hôte. Ce budget supplémentaire représente 20,14 millions CHF provenant des parrainages, des dons et des économies provenant de l'excédent enregistré de 2018. En 2021, lors de la consultation virtuelle des Conseillers (VCC), le point 4 du *décide* de la Décision 619 a été révisé, afin de rendre possibles les futurs parrainages ou dons selon des conditions prédéfinies.

– Le Fonds pour le registre des risques:

Le Fonds pour le registre des risques a été créé pour couvrir les coûts supplémentaires non prévus pour le projet de nouveau bâtiment. Au 31 décembre 2023, le Fonds pour le registre des risques se chiffrait à 3,43 millions CHF.

– Le Fonds de bien-être du personnel.

– Le Fonds du centenaire.

– La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT recouvrant deux fonds, à savoir le Fonds des pensions et le Fonds d'intervention:

Ces fonds servent à assurer le paiement des pensions des membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU). Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011 (54 000 CHF). Ce montant n'étant pas significatif, aucune autre évaluation n'a été faite.

Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires, le personnel de l'UIT est affilié, à compter du 1er janvier 1960, à la CCPPNU. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est placée en valeurs pupillaires.

Depuis 2013, les autres fonds incluent également un fonds destiné au financement à long terme des engagements non financés au titre de l'assurance maladie après la cessation d'activité (ASHI), ainsi qu'une nouvelle caisse d'assurance maladie, laquelle sert de fonds de garantie pour le nouveau régime d'assurance maladie de l'UIT depuis 2014.

Les mouvements des autres réserves et fonds de l'UIT sont indiqués dans le tableau ci‑dessous.



Réserves extrabudgétaires

– *Réserves extrabudgétaires affectées:*

L'Union a constitué un compte de réserve qui est alimenté par les reliquats éventuels de projets internes en cours. Les mouvements de cette réserve représentent les charges liées à la mise en œuvre des projets ainsi qu'à l'affectation des fonds internes provenant du budget ordinaire ou du Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC).

– Fonds de tiers affectés:

Il s'agit de financements provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en œuvre de projets en faveur des pays en développement ou menés dans ces pays. Ces contributions sont assorties de conditions contractuelles. Ces financements ne sont comptabilisés en tant que produits que lorsque les donateurs se sont engagés par écrit et au fur et à mesure des charges encourues. Les projets financés ne débutent que lorsque les fonds ont été versés à l'UIT. À la clôture de l'exercice budgétaire, le solde non utilisé de ces financements est comptabilisé dans la balance des fonds de tiers affectés dans l'état de la situation financière. Dans certains cas particuliers et exceptionnels, les fonds sont versés à l'UIT en remboursement des charges déjà engagées.

Ces fonds de tiers affectés se répartissent de la manière suivante:

*i) Fonds d'affectation spéciale:*

Les fonds d'affection spéciale sont constitués de contributions volontaires dont l'utilisation est spécifique et restreinte. Ces contributions engendrent des charges d'appui pendant l'exécution et la mise en œuvre des projets. En 2023, la mise en œuvre du projet a entraîné des dépenses d'appui pour un montant de 1,014 million CHF, qui ont été imputées au projet et versées au budget de l'UIT.

*ii) Contributions volontaires:*

Les contributions volontaires proviennent de donateurs et viennent compléter le financement des activités spécifiques inscrites au budget ordinaire, telles que les séminaires, les groupes de travail, les commissions d'études, les formations et les bourses. Elles peuvent servir à financer des activités à long terme et n'engendrent pas de dépenses d'appui.

L'Union tient une comptabilité des contributions volontaires dans la devise dans laquelle celles-ci sont versées, et gère les projets fondés sur le budget alloué dans cette même devise, sauf indication contraire.

– Le Fonds de roulement des expositions de l'UIT:

Lors de la Conférence de plénipotentiaires tenue à Bucarest en 2022, la Résolution 11 a été abrogée et il a été décidé de transférer le solde disponible du Fonds de roulement des expositions (EWCF) vers le Fonds FDTIC, une fois toutes les obligations envers le personnel de Telecom entièrement acquittées. En 2023, conformément à la Résolution 1418 du Conseil, un montant de 3 millions CHF a été versé sur ce Fonds.

– Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication:

Conformément à la mission de l'UIT, qui est d'encourager l'expansion des services modernes de communication dans le monde, le Conseil attribue une part des excédents de produits tirés de manifestations ITU TELECOM au Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC) et utilisée pour financer divers projets nationaux et régionaux de développement. Dans le cadre d'un financement de projet à travers le Fonds FDTIC, seules les charges sont comptabilisées dans le compte de résultat. Ce même principe s'applique pour les projets financés par le plan d'action de développement. En effet, les fonds disponibles pour ces programmes ont déjà été comptabilisés comme des produits lors des exercices budgétaires précédents. Le Fonds FDTIC enregistre également des contributions versées par des membres ou des tiers pour financer divers projets de développement des TIC.

*– Réserves extrabudgétaires non affectées:*

L'Union a constitué un compte de réserve qui est alimenté par les reliquats de projets clôturés. Cette réserve servira à financer de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives régionales mais également à combler certains projets déficitaires.

Les mouvements des réserves extrabudgétaires de l'UIT sont indiqués dans le tableau ci‑dessous.



Le solde du Fonds pour le développement des TIC, qui est comptabilisé sous la rubrique "Réserves extrabudgétaires non affectées" indiquée dans le tableau ci-dessus, s'élève à 5,7 millions CHF au 31 décembre 2023 (contre 2,7 millions CHF au 31 décembre 2022). En 2023, en application de la Résolution 1418 du Conseil, un montant de 3 millions CHF a été transféré du Fonds de roulement des expositions de l'UIT vers le Fonds de roulement pour les TIC.

##### Note 5 Risques financiers

Dans le cadre de ses activités, l'UIT est exposée à un certain nombre de risques financiers, à savoir le risque de crédit, le risque de marché (risque de change), le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. Cette note présente des informations concernant l'exposition de l'UIT à chacun des risques précédents, et expose les principes adoptés par l'UIT pour gérer les risques financiers et maintenir son capital. La gestion des risques financiers est organisée centralement sous la responsabilité du Secrétaire général.

Conformément à la norme IPSAS 41, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés au coût amorti. Cette mesure rend compte du montant des fonds en caisse et de la valeur des actifs qui peuvent être rapidement convertis en un montant connu de trésorerie, auquel on retire les éventuelles réductions applicables en valeur ou dépréciations, à la date de clôture.

La juste valeur des dettes fournisseurs, ainsi que d'autres passifs courants et des contributions volontaires se rapproche de leur valeur comptable enregistrée en raison de leur caractère à court terme.

Les emprunts (prêts) sont comptabilisés sur la base des coûts amortis (voir la Note 16).

*a) Risque de crédit:*

Le risque de crédit est le risque de perte financière encouru par l'UIT dans le cas où des clients ou des contreparties à des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles. Ce risque provient principalement des placements, des créances, et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Au 31 décembre, la situation en ce qui concerne l'exposition maximale au risque de crédit était la suivante:



*b) Qualité de crédit:*

La qualité de crédit est l'évaluation du risque de défaut de paiement afférent aux contreparties auxquelles l'UIT accorde des crédits, ainsi qu'aux parties avec lesquelles elle investit. L'UIT a examiné les niveaux de ses comptes débiteurs provenant des contributions mises en recouvrement et d'autres sources. Le vieillissement des créances des États Membres, des Membres de Secteur et des Associés. Dans sa Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018) intitulée "Arriérés et comptes spéciaux d'arriérés", la Conférence de plénipotentiaires a noté le niveau élevé des arriérés, mis en place un mécanisme d'amortissement et encouragé les membres ayant des arriérés à procéder aux paiements sans attendre afin de garantir un financement suffisant pour l'UIT. Ce niveau des arriérés nuira à la stabilité financière de l'Union si les montants correspondants ne sont pas encaissés. En 2023, un montant de 0,8 millions CHF a été passé par pertes et profits concernant les principaux comptes débiteurs, auxquels se sont ajoutés des intérêts moratoires pour un montant de 2,2 millions CHF. Il faut donc poursuivre les travaux pour faire en sorte que l'UIT recouvre ses créances en temps voulu à l'avenir.

En outre, l'UIT envoie un relevé de compte d'arriéré trimestriel et suspend la participation aux travaux de l'UIT afin d'encourager les États Membres, les Membres des Secteurs et les Associés à régler leurs arriérés. En outre, la perte du droit de vote a été instaurée à titre de mesure supplémentaire pour inciter les États Membres à procéder à des paiements sans attendre et à régler leurs arriérés dans les délais.

L'UIT diminue les risques de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements en les répartissant entre plusieurs institutions bancaires ayant une cote de solvabilité élevée. En vertu de l'Article 16 du Règlement financier et des règles financières, le Secrétaire général choisit les banques ou autres institutions dans lesquelles sont déposés les fonds de l'Union. À cet égard, le Secrétaire général veille à ce que les fonds soient investis avant tout de façon à minimiser le risque sur les fonds principaux, tout en faisant en sorte que l'Union dispose des liquidités nécessaires pour faire face à ses besoins de trésorerie. L'UIT ne dépose pas de fonds dans des banques dont la cote de solvabilité est inférieure à A3.

Ces critères mis à part, les investissements sont choisis sur la base des rendements raisonnablement les plus élevés et dans le respect des principes des Nations Unies.

Le Secrétaire général désigne les banques dans lesquelles les fonds de l'Union sont déposés, ouvre tous les comptes en banque nécessaires aux activités de l'Union et désigne les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes. Il autorise également toutes les fermetures de comptes en banque.

*c) Risque de taux d'intérêt:*

L'UIT est exposée aux risques de taux d'intérêt du fait de ses placements à court terme. En 2023, nous pouvons également noter une augmentation du taux d'intérêt pour les dépôts à court terme en dollars des États-Unis. Cette augmentation, combinée à l'utilisation de nouveaux produits de dépôt, a permis à l'UIT de générer 4,6 millions CHF d'intérêts (contre 1,5 million CHF en 2022).

La trésorerie et l'équivalent de trésorerie, ainsi que les placements (dépôts à court terme) de l'UIT restent sûrs, car ils sont constitués d'actifs de haute qualité visant à préserver le capital.

*d) Risque de liquidité:*

Le risque de liquidité est le risque que l'UIT ne soit pas en mesure de remplir ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. L'approche adoptée par l'UIT pour gérer le risque de liquidité consiste à faire en sorte de disposer de liquidités suffisantes pour remplir ses engagements à leur échéance. Pour veiller à disposer de fonds en caisse suffisants pour faire face aux charges opérationnelles prévues, l'UIT utilise des prévisions de flux de trésorerie.

Le principal objectif de la gestion du capital de l'UIT est de faire en sorte que les liquidités disponibles soient suffisantes pour répondre aux besoins de financement de l'organisation, y compris les dépenses d'investissement, afin de garantir la solidité financière de l'Union.

*e) Risque de change:*

L'UIT perçoit les contributions des États Membres et les contributions au titre du budget ordinaire en francs suisses et les contributions extrabudgétaires en francs suisses ainsi que dans des devises autres que le franc suisse, le plus souvent en dollar des États-Unis et en euros. L'UIT n'a pas recours à des contrats de change à terme, des opérations à terme, des swaps ou des options de change pour couvrir les gains ou pertes de change réalisés ou non réalisés. Lorsque cela est possible, l'UIT pratique la couverture naturelle, en allouant directement les devises étrangères sur les comptes bancaires appropriés libellés dans la devise correspondante.

Il y a lieu de noter que le nouveau régime d'assurance maladie est géré en francs suisses, ce qui réduit considérablement l'exposition aux variations des taux de change. L'Union est toujours exposée à des gains ou à des pertes de change résultant du versement des cotisations en dollars des États-Unis à la CCPPNU. Toutefois, étant donné que les cotisations des fonctionnaires de la catégorie professionnelle sont libellées en dollars des États-Unis alors que celles des fonctionnaires de la catégorie des services généraux sont libellées en francs suisses, et que le nombre de fonctionnaires dans ces deux catégories est équitablement réparti, les fluctuations du taux de change ont tendance à s'équilibrer.

Les contributions extrabudgétaires sont gérées dans la devise de la contribution reçue et converties en francs suisses à des fins de présentation. Le tableau ci-dessous présente les principaux montants détenus en devises étrangères, les banques de l'UIT étant en euros et en dollars des États-Unis.



*f) Risque de marché:*

Le risque de marché est le risque afférent aux variations des prix de marché, notamment en ce qui concerne les taux de change et les taux d'intérêt, variations qui peuvent avoir des répercussions sur les recettes de l'UIT ou sur la valeur de ses instruments financiers. La gestion du risque de marché a pour objet de gérer l'exposition au risque de marché et de la maintenir dans des limites acceptables, tout en optimisant la rentabilité du risque.

La structure des échéances des instruments financiers au 31 décembre 2023 est la suivante:



##### Note 6 Jugement et estimations comptables

La préparation des états financiers selon les normes IPSAS oblige la direction à préparer des estimations et/ou des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des engagements en cas d'imprévus et engagements conditionnels à la date du bilan et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période comptable. Bien que les estimations soient fondées sur l'expérience passée ainsi que sur divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances, les résultats obtenus peuvent différer de ceux prévus lorsque ces estimations ont été établies.

Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des états financiers sont:

• les avantages postérieurs à l'emploi, notamment concernant le plan ASHI (voir la Note 18);

• l'évaluation de la dépréciation du projet de nouveau bâtiment (voir la Note 27);

• les durées d'utilité des immobilisations incorporelles et leur perte éventuelle de valeur (voir les Notes 3.3, 3.4 et 12-13);

• la dépréciation des créances (voir la Note 9);

• les produits différés des fiches de notifications des réseaux à satellite (voir la Note 16); et

• les provisions pour les fiches de notification de réseaux à satellite et pour les litiges (voir la Note 19).

##### Note 7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau ci-dessous indique les soldes de trésorerie au 31 décembre 2023.



Le montant des caisses soumises à restrictions et des équivalents de trésorerie pour 2023 et 2022 s'élève à 27,5 millions CHF et 28,6 millions CHF, respectivement. Les restrictions concernant la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement liées au prêt obtenu auprès de la FIPOI et aux dons reçus pour le nouveau bâtiment, ainsi qu'aux placements liés à l'ancienne Caisse des pensions de l'UIT.



##### Note 8 Placements

Les placements dans des dépôts à terme et dans d'autres instruments associés sont mesurés au coût amorti. Le portefeuilles actuel de placements de l'UIT ne comprend pas d'instruments de capitaux propres ou de produits dérivés.

La hausse des placements est due à l'augmentation des contributions reçues et de la disponibilité de fonds excédentaires, ce qui a encore augmenté les fonds disponibles pour les placements.

Le détail des placements à terme par échéance (échéance restante), ainsi que par devise, est donné ci-après:



##### Note 9 Créances

Les créances non courantes sans contrepartie directe représentent les créances dues par les membres qui se sont engagés à rembourser leurs arriérés dans le cadre d'un plan d'amortissement couvrant plusieurs exercices.

Les créances représentent les produits non encaissés provenant des contributions mises en recouvrement et des contributions volontaires, des publications et du traitement des fiches de notification de réseau à satellite.

En 2023, les créances courantes sont stables, tandis que les créances non courantes ont diminué de 8,4 millions CHF. Cette évolution positive est due principalement à l'amélioration du recouvrement suite à l'application réussie de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la PP.

La situation des arriérés dans le budget ordinaire de l'Union au 31 décembre 2023 est donnée dans le Document [C24/INF/4](https://www.itu.int/md/S24-CL-INF-0004/en) du Conseil.



##### Note 10 Autres créances

La plus grande partie des autres créances correspond à des avances au personnel. Ces avances ont été versées aux fonctionnaires conformément au Statut du personnel de l'UIT.

Les retenue à la source comprennent les impôts remboursables par l'Administration fédérale des contributions de la Confédération suisse ainsi que les impôts sur revenus à récupérer auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique.



##### Note 11 Immobilisations corporelles

Les bâtiments de l'UIT se composent:

– de la Tour, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Varembé, rue de Varembé à Genève. Ce bâtiment a été entièrement amorti au 31 décembre 2022 en prévision du début des travaux de construction du nouveau bâtiment (actuellement, ce bâtiment est toujours utilisé);

– de l'Extension C et de la Cafétéria, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Montbrillant, rue de Varembé à Genève.

L'UIT n'est pas propriétaire du terrain sur lequel ses bâtiments sont situés. En effet, les droits de superficie lui ont été octroyés gratuitement par le Gouvernement, qui reste propriétaire du terrain. L'UIT n'ayant pas la capacité de disposer de ces droits dans le cadre d'un transaction commerciale, la valeur du terrain n'est pas comptabilisée dans les états financiers.

L'incapacité de vendre ou de commercialiser librement le terrain implique qu'il n'est pas possible de déterminer une juste valeur fiable ou d'évaluer la différence entre la juste valeur et le coût historique déduction faite du cumul des amortissements. En conséquence, ces restrictions de nature légales et financières sont présentées pour garantir la transparence au regard des exigences définies dans les normes IPSAS concernant la comptabilisation et l'évaluation des immobilisations corporelles.

Au 31 décembre 2023, aucune immobilisation corporelle n'a été donnée en garantie de dette. L'UIT tient à jour un tableau complet des immobilisations corporelles. Celui-ci comprend les actifs qui ont été entièrement amortis, mais qui sont toujours utilisés au sein de l'organisation. La valeur comptable brute des immobilisations corporelles entièrement amorties qui étaient encore utilisées au 31 décembre 2023 s'établit comme suit (ces montants figurent également dans les deux tableaux suivants concernant la présente note):



2023



2022



##### Note 12 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles de l'UIT comprennent les licences et logiciels informatiques développés en interne et ceux acquis auprès de fournisseurs extérieurs.



Conformément à la norme IPSAS 31 (para. 121 c)), toute immobilisation incorporelle prise individuellement, significative pour les états financiers de l'entité, est publiée. Au 31 décembre 2023, notre évaluation a abouti à l'identification de 9 projets dans la catégorie des immobilisations incorporelles dont la durée de vie économique utile moyenne est de près de cinq ans et qui sont évalués à 2,4 millions CHF. Ces projets comprennent l'élaboration de modules d'administration de l'espace, du système SAP et de modules de recrutement.

##### Note 13 Biens en construction

Il a été décidé de publier séparément les biens en construction en lien avec le projet concernant le nouveau bâtiment, de façon à permettre le suivi transparent du projet pendant la phase de construction. On trouvera de plus amples informations sur le projet de nouveau bâtiment dans la Note 27.



##### Note 14 Dettes

Les dettes portent essentiellement sur factures non payées, sur les décomptes du personnel ainsi que sur les bordereaux inter-services (IOV) en attente de régularisation avec le PNUD.

Des avances de paiement de clients ont été reçus pour le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite ainsi que pour de futurs achats ou factures relatives à des publications. Ces montants seront remboursés aux bénéficiaires ou utilisés pour le paiement des futures factures relatives à des fiches de notification de réseaux à satellite et à des publications. Les avances pour conférences correspondent aux paiements que les pays hôtes ont versés à l'Union pour l'organisation de manifestations telles que les conférences mondiales. Après la clôture des comptes de la manifestation, le solde est remboursé aux pays hôtes conformément aux accords signés.



##### Note 15 Contributions reçues d'avance et produits différés

Le montant des contributions reçues d'avance concerne les paiements reçus des États Membres en 2023 au titre de leurs contributions mises en recouvrement pour 2024.



Comme indiqué dans la Note 2, les informations pour 2022 figurant dans le tableau ci‑dessous font l'objet d'une nouvelle présentation afin d'en accroître la qualité et de décomposer les éléments composant les produits différés.

Au 31 décembre 2023, la partie courante des produits différés est intégralement liée aux fiches de notification de réseaux à satellite relatives aux demandes traitées et facturées pendant l'année pour lesquelles la publication finale dans la Circulaire internationale d'information sur les fréquences du BR (BR IFIC) n'avait pas été effectuée à la fin de l'année. Les produits différés non courants sont liés à la partie à long terme d'un projet de développement en cours portant sur la transformation numérique.

Tous les produits différés liés au parrainage pour le nouveau bâtiment cumulés au 31 décembre 2022 ont été comptabilisés en 2023.



##### Note 16 Emprunts et autres dettes financières



L'UIT dispose actuellement de quatre prêts sans intérêt auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations Internationale (FIPOI). Au 31 décembre 2023, trois de ces prêts sont reflétés à la juste valeur dans les états financiers.

Au 31 décembre 2023, le total de l'encours s'élevait à 55,2 millions CHF, tandis que la valeur actuelle nette est de 53,0 millions CHF.

La valeur des trois premiers prêts concernant les bâtiments existant s'établit à 33,7 millions CHF tandis que la valeur actuelle nette est de 31,5 millions CHF.

En 2017, un nouveau prêt sans intérêt d'un montant de 150 millions CHF a été accordé pour le projet de nouveau bâtiment de l'UIT. Au 31 décembre 2023, l'UIT avait utilisé 21,5 millions CHF pris sur ce quatrième prêt.

Le remboursement du prêt accordé pour la construction des nouveaux locaux de l'UIT ne débutera qu'après réception du nouveau bâtiment seulement.

##### Note 17 Avantages du personnel

Les avantages du personnel désignent toutes formes de contreparties données par l'UIT au titre des services rendus par ses employés. Ces avantages sont comptabilisés à mesure qu'ils sont acquis par les membres du personnel.



## 17.1 Assurance maladie après la cessation de service

### *17.1.1 Évaluation actuarielle des prestations dues après la cessation de service au titre du plan ASHI*

Le montant des engagements liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) est déterminé sur la base d'une étude actuarielle annuelle conduite par un cabinet indépendant. La dernière évaluation a été effectuée en janvier 2024 et a établi à 375,3 millions CHF les engagements de l'UIT au titre des prestations en cas de maladie après la cessation de service dues aux fonctionnaires remplissant les conditions requises au 31 décembre 2023 (contre 344,1 millions CHF fin 2022). L'étude actuarielle a été conduite sur la base des données (remboursement des frais médicaux/cotisations payées/population éligible) fournies par l'UIT.

### *17.1.2 Hypothèses et méthodes d'évaluation actuarielle*

Dans le cadre de l'évaluation des engagements liés au plan ASHI au 31 décembre 2023 et de la contribution de l'exercice 2023, l'UIT valide les hypothèses et méthodes qui sont utilisées par les actuaires. Les hypothèses et méthodes utilisées pour l'évaluation couvrant l'exercice 2023 sont décrites ci-dessous.

|  |  |
| --- | --- |
| Taux d'actualisation | 1,90% pour 2023 et 2,50% pour 2022.  Les taux d'actualisation utilisés pour cette évaluation ont d'abord été déterminés séparément pour chacune des principales devises (CHF, USD, EUR) au moyen de la courbe de rendement des obligations de sociétés AA au 31 décembre 2023 fournies par Aon. Le taux d'actualisation définitif a ensuite été déterminé en faisant la moyenne des taux d'actualisation libellés dans les différentes devises, pondérés par les prestations versées au personnel actuellement inactif dans chaque devise. |
| Hausse des coûts médicaux | 2,60% pour 2023 et 2,80% pour 2022. |
| Augmentation des traitements | 3,10% pour 2023 et 3% pour 2022 par rapport au barème des traitements statique de la CCPPNU. |
| Augmentation des retraites | 2,60% pour 2023 et 2,50% pour 2022. |
| Coût annuel moyen estimé des demandes de remboursement des frais médicaux en 2023 et variation des frais médicaux en fonction de l'âge | Le rapport actuariel pour 2023 se fonde sur un coût moyen des demandes de remboursement estimé en CHF, à la fin de l'exercice 2023, par tranche d'âge de 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85 et 90 ans, à respectivement 3 226 CHF, 4 038 CHF, 5 063 CHF, 6 357 CHF, 7 995 CHF, 10 074 CHF, 12 715 CHF, 14 736 CHF et 16 953 CHF. |
| Dépenses d'administration | Le coût administratif annuel a été estimé en moyenne à 164 CHF par personne. |
| Mortalité | Le taux de mortalité est basé sur les dernières tables de mortalité des Nations Unies ventilées par sexe (janvier 2023) sans amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie pour les fonctionnaires en service et les bénéficiaires d'une pension d'invalidité, et avec une amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie jusqu'en 2043 pour les bénéficiaires d'une pension de retraite, pour les veuves et les veufs. L'année de référence est 2017 et il est tenu compte d'une amélioration liée à l'espérance de vie. |
| Valorisation des actifs | L'UIT n'avait aucun actif sous le Fonds de garantie au 31 décembre 2023. |
| Taux d'invalidité | Il varie selon l'âge et le sexe et pour le personnel de la catégorie professionnelle ainsi que le personnel de la catégorie des services généraux, et il augmente avec l'âge. Le taux est basé sur les tables d'invalidité des Nations Unies communiquées en janvier 2024. |
| Rotation du personnel | Le taux de départ d'employés quittant les organisations considérées dans l'évaluation varie selon l'âge de 25 à 55 ans et de 18,3% à 5,0%, respectivement. |
| Taux de retraite | Pour tous les fonctionnaires, les taux de retraite sont équivalents aux taux définis dans le message du Groupe spécial des Nations Unies de janvier 2024. Les taux varient selon l'âge, le sexe, le nombre d'années d'affiliation et la catégorie de poste. |
| Participation | 97,5% des futurs retraités choisiront d'être couvert par l'ASHI. |
| Couverture des conjoints | 75% et 25% des retraités de sexe masculin et féminin ont un conjoint qui choisira d'être couvert par l'ASHI. Les hommes sont supposés avoir cinq ans de plus que leur conjoint. |
| Méthode actuarielle | Méthode des unités de crédit projetées avec prorata en fonction du nombre d'années de service. La période d'attribution commence à 45 ans d'âge afin de refléter le fait que les employés doivent avoir un minimum de 55 ans et 10 ans de service afin d'être éligibles. |
| Approche de l'actif net | Tous les gains et toutes les pertes sont comptabilisés intégralement pendant l'année même au cours de laquelle ils surviennent, mais en dehors de l'excédent ou du déficit, dans le cadre de l'état des variations de l'actif net. |

Les fonctionnaires (et leurs conjoints, enfants à charge et survivants) quittant le service à l'âge de 55 ans ou plus ont droit à l'assurance maladie après la cessation de service s'ils ont travaillé au moins dix ans à l'ONU ou dans une institution spécialisée et s'ils ont été assurés au régime d'assurance maladie de l'UNSMIS pendant les cinq années précédant immédiatement la fin de leur service. Les mêmes prestations s'appliquent aux fonctionnaires bénéficiant d'une pension d'invalidité de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Ce régime est financé par les cotisations conjointes de l'UIT, à hauteur des 2/3, et des assurés, pour le tiers restant.

Le tableau ci-dessous fournit des informations et analyses supplémentaires concernant les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service découlant des indemnités dues aux employés sur la base de l'étude actuarielle qui a été conduite pour obtenir les montants au 31 décembre 2023.



Le principal élément ayant une incidence sur l'évaluation de l'ASHI est le taux d'actualisation, qui est utilisé pour calculer la valeur actuelle des futures demandes de remboursement. En 2023, ce taux est passé de 2,5% (en 2022) à 1,9% (en 2023), inversant la tendance observée en 2022, où il avait augmenté de 0,5% (en 2021) à 2,5% (en 2022). Ces évolutions ont entraîné une perte actuarielle s'élevant à 24,7 millions CHF en 2023, alors que l'année 2022 a connu un gain actuariel de 133,6 millions CHF.

Le deuxième facteur ayant eu une incidence significative sur les passifs de l'ASHI est la plus‑value de 4,6 millions CHF résultant de l'évolution des données du recensement après le 31 décembre 2021 et qui est due à de nombreux facteurs, notamment un plus grand nombre de décès de membres inactifs que prévu (ou plus de départs pour d'autres raisons), des augmentations de salaire plus faibles que prévu et moins de remboursements versés que prévu.

Les cotisations versées par l'organisation au titre de l'ASHI se sont élevées à 7 millions CHF en 2023 (contre 8,4 millions CHF en 2022). Les cotisations de l'employeur prévues pour 2024 sont estimées à 8,8 millions CHF.

Depuis janvier 2020, l'UIT fait partie de l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS), qui est un fonds d'assurance maladie pour les fonctionnaires des Nations Unies. Créée en 1947 et basée à Genève, l'UNSMIS a été conçue pour rembourser les dépenses de santé des membres affiliés, résultant d'une maladie, d'un accident ou d'une grossesse. La société est au service des fonctionnaires des Nations Unies, qu'ils soient actifs ou retraités, ainsi que des membres de leur famille.

L'UNSMIS est financée par les cotisations des organisations affiliées et des fonctionnaires, afin de garantir que ses membres reçoivent des remboursements de soins médicaux conformément aux règles et règlements de la société. Outre la gestion des demandes de remboursement, l'UNSMIS est responsable du maintien des accords avec les fournisseurs de soins de santé et de la garantie de la stabilité financière du régime d'assurance.

La réserve actuarielle pour risques à long terme a été constituée en 1995 pour faire face à l'augmentation continue des coûts des soins de santé et à l'augmentation progressive de l'âge moyen des affiliés. Les revenus des placements de cette réserve pour risques à long terme devraient permettre de limiter l'augmentation des primes et d'absorber les éventuels coûts imprévus. Dans son étude, le cabinet EY a proposé que le montant total de cette réserve soit établi à 87,4 millions USD (31 décembre 2022). Au 31 décembre 2022, cette réserve est entièrement financée.

Le passage à ce régime d'assurance maladie des Nations Unies présente des avantages non seulement pour le personnel, dans la mesure où le taux de cotisation a été réduit et la franchise supprimée, mais aussi pour l'UIT à long terme, en raison de l'envergure de ce régime. Le régime de l'UNSMIS regroupe plusieurs organisations et institutions spécialisées des Nations Unies basées à Genève. Il comprend en outre le personnel de l'Office des Nations Unies, du HCR et de l'OMM.

Pour pouvoir rejoindre le régime d'assurance maladie UNSMIS en janvier 2020, l'UIT a dû verser une contribution au fonds de réserve de ce régime à des fins d'égalisation. Cette contribution, dont le montant approuvé s'établit à 19,5 millions USD (19,5 millions CHF), a été versée à partir du fonds de garantie de la Convention Collective d'assurance Maladie (CCAM) début 2020. En outre, une contribution extraordinaire sera versée au fonds de réserve chaque année pendant 13 ans, à compter de 2020. Cette contribution supplémentaire vise à régulariser l'incidence de l'adhésion de l'UIT au régime d'assurance maladie en fonction de l'âge du personnel et des retraités, des considérations d'ordre démographique et d'autres facteurs convenus. Elle représente un montant total de 22,5 millions USD répartis sur 13 ans.

Le régime de l'UNSMIS auquel l'UIT a adhéré en 2020 repose sur une cotisation salariale de 3,41%. Le suivi de la maîtrise des coûts relève à présent de la responsabilité du Comité de l'UNSMIS, au sein duquel l'UIT dispose d'un siège en tant que nouveau membre. On trouvera de plus amples renseignements dans le [Document C24/46](https://www.itu.int/md/S24-CL-C-0046/fr), qui contient le rapport annuel sur l'ASHI.

### *17.1.3 Analyse de sensibilité du régime d'assurance maladie*

La sensibilité des engagements au titre des prestations définies au 31 décembre 2023 et du coût des services et du coût financier pour l'exercice 2023 aux variations relatives à l'évolution supposée des soins de santé est présentée ci-dessous.



Les taux d'actualisation utilisés pour cette évaluation ont été déterminés en utilisant les courbes de rendement des obligations de sociétés AA au 31 décembre 2023 fournies par Aon. Si la courbe de rendement des obligations d'État suisse au 31 décembre 2023 fournie par Aon était utilisée à la place, le taux d'actualisation résultant serait de 0,50%. La réduction du taux d'actualisation de 140 points de base entraînerait une hausse des engagements au titre des prestations définies de 33%, soit environ 124 millions CHF.

## 17.2 Prime de rapatriement

### *17.2.1 Définition*

Ont droit, en principe, à une prime de rapatriement les fonctionnaires qui ont au moins cinq années de service continu et que l'Union est tenue de rapatrier. Les coûts incluent les jours de congé annuel cumulés, le voyage de rapatriement et le déménagement dans le cadre du rapatriement. Les conditions et définitions concernant le droit à cette prime et les pièces requises pour attester le changement de résidence sont déterminées de façon détaillée par le Secrétaire général.

La durée du service accomplie et le traitement brut, déduction faite de la contribution du personnel (y compris les éventuelles indemnités linguistiques et l'indemnité de non-résident, le cas échéant, pour le personnel de la catégorie des services généraux) ont été pris en compte dans le calcul du montant global de l'obligation au 31 décembre 2023. Les hypothèses économiques retenues sont un taux d'actualisation de 1,9% (contre 2,5% en 2022) et un taux d'augmentation des traitements de 3,1% (contre 3,0% en 2022). Pour l'évaluation de 2023, les hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle concernant la prime de rapatriement ont été alignées sur les hypothèses concernant l'ASHI.

### *17.2.2 Paiement de la prime de rapatriement*

Le versement de la prime de rapatriement est régi par les conditions et définitions mentionnées dans les Statut et Règlement du personnel. En décembre 2023, le passif des avantages du personnel pour le rapatriement se chiffrait à 12,0 millions CHF contre 12,4 millions CHF en 2022. Cette provision est alimentée par un prélèvement de 1% sur la rémunération des fonctionnaires autres que ceux recrutés pour des conférences et autres périodes de courte durée.

Le passif comptabilisé pour ces autres avantages à long terme est la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies à la date de clôture. Le passif est calculé par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Les coûts et intérêts et les gains ou pertes actuariels résultant de l'évolution des hypothèses actuarielles ou d'ajustements liés à l'expérience acquise sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Une évaluation actuarielle conforme aux normes IPSAS est effectuée chaque année par un bureau de consultants indépendants.

## 17.3 Avantages au personnel concernant le plan de pension du personnel des Nations Unies

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la "Caisse"), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant à la Caisse. L'UIT et la Caisse, tout comme les autres organisations affiliées à cette dernière, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'Union dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'UIT assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'UIT à la Caisse pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

Les Statuts de la Caisse disposent que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. En pratique, le Comité mixte fait réaliser une évaluation actuarielle tous les deux ans. Ces évaluations ont essentiellement pour objectif de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants pour lui permettre de faire face à ses obligations.

L'obligation financière de l'UIT à l'égard de la Caisse consiste à verser la cotisation statutaire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (ce taux est actuellement de 7,9% pour les participants et de 15,8% pour les organisations affiliées), ainsi qu'une part des paiements qui seraient à faire pour couvrir tout déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle conformément à l'Article 26 des Statuts de la Caisse des pensions. Ces paiements n'interviennent que si et dans le cas où l'Assemblée générale des Nations Unies invoque les dispositions de l'Article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Pour couvrir ce déficit, chaque organisation affiliée doit apporter un montant proportionnel au total des contributions qu'elle a versées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

L'évaluation actuarielle de la Caisse la plus récente a été arrêtée au 31 décembre 2021 et l'évaluation au 31 décembre 2023 est en cours. La Caisse a utilisé les données relatives à la participation au 31 décembre 2021 plutôt que celles au 31 décembre 2022 pour établir les états financiers de 2022.

L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2021 a eu pour résultat un taux de couverture des passifs par les actifs de 117,0%. Ce taux était de 158,2% en ne tenant pas compte du système actuel d'ajustement des pensions.

Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse des pensions au regard de ses obligations, l'actuaire-conseil a conclu qu'au 31 décembre 2021 une couverture des déficits au titre de l'Article 26 des Statuts de la Caisse n'était pas nécessaire étant donné que la valeur actuarielle de l'actif excédait la valeur actuarielle de toutes les charges à payer dans le cadre du plan. En outre, la valeur de marché des actifs excédait également la valeur actuarielle de tous les passifs cumulés à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué les dispositions de l'Article 26.

Si l'Article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle, soit au cours de l'opération en cours soit en raison de la fin de la Caisse, les paiements exigés de chaque organisation membre pour couvrir le déficit seraient définis en fonction de la part des cotisations de ces organisations par rapport aux cotisations totales versées à la CCPPNU au cours des trois années précédant la date de l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la Caisse au cours des trois dernières années (2020, 2021 et 2022) s'élève à 8 937,68 millions USD, auquel l'UIT a contribué à hauteur de 0,98%.

Au cours de l'année 2023, les contributions versées à la Caisse se sont élevées à 27,2 millions CHF (contre 27,7 millions CHF en 2022) (30,25 millions USD en 2023 et 29,04 millions USD en 2022). Le montant des cotisations dues en 2024 devrait être d'environ 26,7 millions CHF (30,8 millions USD).

L'affiliation à la Caisse peut être résiliée sur décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur recommandation affirmative du Comité mixte. Une part proportionnelle du total des actifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation devra être versée à l'ancienne organisation membre, au bénéfice exclusif des membres de son personnel qui étaient affiliés à la Caisse à cette date, conformément à un accord conclu entre l'organisation et la Caisse. Le montant est défini par le Comité mixte de la CCPPNU à partir d'une évaluation actuarielle des actifs et des passifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation; l'établissement de ce montant ne tient pas compte des actifs en excès par rapport au passif.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à un audit annuel de la Caisse et rend compte chaque année de ses travaux au Comité mixte de la Caisse commune des pensions et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés à l'adresse [www.unjspf.org](https://www.unjspf.org/fr/).

Résumé des contributions versées à la Caisse pour la période  
comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023



Engagements concernant les autres avantages du personnel

Avant la constitution de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et son affiliation à cette caisse, l'UIT avait créé des fonds pour fournir les prestations de retraite, de décès, d'invalidité ou d'assurance maladie aux membres de son personnel. Ces fonds fonctionnent en caisse fermée depuis l'affiliation de l'UIT à la Caisse susmentionnée. Les engagements sont indiqués dans les passifs à long terme. Des conventions ont été établies entre l'UIT et les fonds de l'UIT afin d'assurer le financement de ces derniers.

En 2022, l'Union n'a pas jugé utile de demander une nouvelle étude actuarielle pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT. Au 31 décembre 2023, la provision pour les engagements résultant des rentes en cours des anciens fonctionnaires affiliés à la Caisse d'assurance du personnel, comptabilisée en 2010 pour un montant de 54 000 CHF, reste inchangée.

##### Note 18 Provision

La provision pour risques et charges se compose de la provision pour litiges qui représente l'évaluation par la direction, à la date de clôture, des obligations futures liées à un évènement passé au titre de divers litiges auxquels l'UIT est partie prenante ainsi que du coût moyen pour les frais administratifs de chaque cas présenté au tribunal. Il subsiste une incertitude pour l'UIT en ce qui concerne la valeur finale et le calendrier des sorties de fonds liées à ces litiges.

La provision pour les fiches de notification des réseaux à satellite (SNF) constitue le montant que les Administrations peuvent demander chaque année au titre de la gratuité non réclamée de leur demande de publication. Cette provision sera entièrement utilisée au cours de l'exercice 2024.

A blue and white rectangular sign with numbers

Description automatically generated

##### Note 19 Autres dettes

A blue and white calendar

Description automatically generated

##### Note 20 Fonds extrabudgétaires

Les "fonds de tiers affectés" sont liés à des accords contraignants signés, les "fonds de tiers en cours d'affectation" sont des fonds qui sont sur le point d'être affectés et les "fonds de tiers à recevoir" sont liés à des accords signés au cours de l'exercice financier actuel et facturés, mais qui n'ont pas encore été reçus.

Comme indiqué dans la Note 2, les informations pour 2022 figurant dans le tableau ci‑dessous font l'objet d'une nouvelle présentation afin d'en accroître la qualité et de ventiler les fonds de tiers courants et non courants à la fin de l'exercice. En outre, le tableau comprend les fonds de tiers à recevoir, liés aux accords signés et facturés au cours de chaque année indiquée, et pour lesquels le recouvrement est prévu dans la période suivante.



##### Note 21 Produits

Contributions mises en recouvrement

Par la Résolution 1405 qu'il a adoptée à sa session de 2021, le Conseil a approuvé le budget de l'Union pour la période 2022-2023.

Les produits de 2023 provenant des États Membres sont conformes au plan financier présenté à la PP-18. Les contributions mises en recouvrement auprès des États Membres sont établies sur la base de 343 11/16 unités.

Des contributions ont été comptabilisées pour:

• la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR) et l'Assemblée des radiocommunications (AR) à Dubaï (Émirats arabes unis). Le Gouvernement des Émirats arabes unis a pris en charge les frais de transport et d'hébergement de tous les membres du personnel de l'UIT qui se sont rendus sur place. Ce dernier a également assuré sans intermédiaire la logistique et la sécurité de tous les participants;

• le Colloque mondial des régulateurs (GSR) organisé à Charm el-Cheikh (Égypte). Conformément à l'accord de pays hôte, le Gouvernement égyptien a financé les frais de transport et d'hébergement de tous les fonctionnaires de l'UIT qui se sont rendus sur place, et a également assuré sans intermédiaire la logistique et la sécurité de tous les participants.

Le tableau suivant présente les contributions mises en recouvrement comptabilisées en 2023 et en 2022.



Contributions extrabudgétaires

Les contributions volontaires et les projets financés au titre des Fonds d'affectation spéciale sont les sources de financement provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en œuvre de projets de développement en faveur des pays en développement et des pays désignés par l'ONU comme pays les moins avancés, mais également pour compléter le budget de l'UIT pour les activités ordinaires. Le montant total des contributions volontaires et des Fonds d'affectation spéciale reçus s'élevait à 19,0 millions CHF en 2023 (contre 18 millions CHF en 2022).



Autres produits d'exploitation

Les produits tirés de la vente des publications en 2023 ont atteint 16,7 millions CHF, soit 1,2 million CHF de plus que les prévisions inscrites au budget de 15,5 millions CHF pour 2022 et 2,1 millions CHF de plus que les produits des ventes de l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de 10% du prix de la Liste V (parue en avril 2023) et de la Liste IV (parue en novembre 2023).

La hausse enregistrée sous "Autres produits" est due principalement aux produits additionnels relatifs au projet de nouveau bâtiment.

A blue and white card with black text

Description automatically generated

Produits financiers/(coûts)

Comme indiqué dans la Note 2, les informations pour 2022 figurant dans le tableau ci‑dessous ont été retraitées afin d'inclure l'évolution positive de la valeur actuelle nette du prêt pour un montant de 6,2 millions CHF (évolution négative de 4,1 millions en 2023) due à la baisse du taux des obligations à 30 ans de la Confédération suisse comme indiqué dans la Note 3.2.

En outre, afin de fournir des informations de meilleure qualité, les gains et pertes de change font l'objet d'une nouvelle présentation pour montrer séparément les incidences sur les placements et les opérations.

Le taux d'intérêt sur les dépôts à court terme en USD a augmenté en 2023, les produits tirés des placements ayant ainsi atteint 4,6 millions CHF, ce qui explique la hausse enregistrée par rapport à 2022 (1,5 million CHF). Les placements étant détenus en dollars des États-Unis, l'UIT a réalisé des pertes de gains de change pour des placements d'un montant de 3,6 millions CHF en raison du renforcement du franc suisse par rapport au dollar des États-Unis. En 2022, l'UIT a réalisé des gains de change d'un montant de 2,3 millions CHF.



##### Note 22 Charges

Charges de personnel

Les charges de personnel couvrent toutes les rémunérations versées aux titulaires de postes permanents et à tout le personnel de conférences ou bénéficiant de contrats de courte durée, telles que traitements de base, indemnités de poste, primes pour connaissances linguistiques, indemnités de non-résident, allocations familiales et heures supplémentaires ainsi que les autres charges de personnel. L'ajustement de l'ASHI est lié au coût net des services. Il représente l'augmentation des engagements au titre de l'ASHI lors de la période telle que calculée dans l'étude actuarielle pour 2023, conformément à la norme IPSAS 39.

Globalement, les charges de personnel ont légèrement baissé en 2023. Cette baisse découle principalement des éléments suivants:

• baisse des traitements et indemnités (3,2 millions CHF);

• baisse de l'ajustement de l'ASHI (2,4 millions CHF); compensée par

• hausse des autres charges (3,2 millions CHF), liée principalement au plan de départ volontaire.



Charges autres que les charges de personnel

Frais de mission

En 2022, la plupart des restrictions concernant les voyages liées au COVID-19 ont été levées et les missions ont pu avoir lieu comme prévu. Cette tendance s'est poursuivie en 2023 et les frais de mission ont augmenté de 2,2 millions CHF pour atteindre leur niveau avant COVID de 7,8 millions CHF.

Services contractuels

Entrent dans cette catégorie tous les émoluments, honoraires et frais payés à des sociétés fournissant des consultants dans le cadre d'accords et de dispositions contractuels. Entrent également dans cette catégorie les contrats d'engagement spéciaux, les dépenses afférentes aux cours de langues dans le cadre de la formation professionnelle, tout comme les coûts des services sous-traités.

Location et entretien des locaux et équipements

Le montant des charges de location et entretien des locaux et équipements s'élevait à 3,5 millions CHF en 2023 (contre 2,8 millions CHF en 2022). Cette hausse de 24% est due à la tenue de l'AMNT au CICG, pour laquelle le lieu et les équipements audiovisuels ont été loués.

Amortissements et pertes de valeurs

Les amortissements ont diminué de 3,8 millions CHF, étant donné que le bâtiment Varembé a été intégralement amorti en 2022 et n'est donc plus compris dans les coûts des amortissements pour 2023.

Autres charges

L'augmentation des autres charges de 1,7 million CHF par rapport à 2022 peut être attribuée à deux principaux facteurs. Premier facteur, en 2022, la provision pour créances douteuses était considérablement moins élevée car des États Membres se sont acquittés de leurs contributions mises en recouvrement pour conserver leur droit de vote à l'approche de la Conférence de plénipotentiaires. Deuxième facteur, au 31 décembre 2023, l'augmentation de la provision pour créances douteuses représentait 1,7 million CHF sur un montant total des autres charges s'élevant à 1,8 million CHF. Ces facteurs combinés ont entraîné la différence constatée pour les autres charges par rapport à l'année précédente.



##### Note 23 Informations sectorielles – État de la performance financière 2023



des coûts

*L'élimination intersectorielle comprend les dépenses d'appui facturées aux projets et transférées sur le budget ordinaire de l'UIT.*

##### Note 24 Rapprochement entre les montants budgétés et les montants effectifs

Les états financiers incluent:

• le budget ordinaire de l'UIT;

• les autres fonds;

• les fonds extrabudgétaires.

Rapprochement

Le budget et les états financiers de l'Union sont établis sur des bases différentes. Le budget 2022-2023 est établi sur la base d'une comptabilité de caisse modifiée avec plusieurs éléments spécifiques qui ne sont pas traités selon une comptabilité d'engagement. De plus, le budget de l'Union traite uniquement de l'activité de l'Union excluant les activités financées par des fonds extrabudgétaires.

Les états financiers de l'Union sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice en utilisant une classification fondée sur la nature des charges figurant dans l'état de la performance financière (voir l'État II).

Afin d'effectuer le rapprochement entre les États II et V, les transactions sont réparties en deux catégories de différences: différences de bases et différences relatives aux entités.

**Différences de base**: comprennent les charges qui ne sont pas inscrites dans le budget de l'UIT ou qui sont traitées différemment conformément aux exigences des normes IPSAS. Ces charges sont généralement la variation de la provision pour créances douteuses, la comptabilisation des stocks, la capitalisation des stocks, les amortissements, les gains et pertes de change, l'ASHI, le remboursement du prêt de la FIPOI et les excédents et/ou déficits concernant les placements.

**Différences relatives aux entités**: désignent normalement les produits et charges qui ne figurent pas au budget-programme de l'UIT approuvé, c'est-à-dire les fonds extrabudgétaires et les autres fonds ne figurant pas au budget de l'Union.



Résumé de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs

Pour l'exercice financier 2023, le budget approuvé portait sur un montant de 163,2 millions CHF (Résolution 1405). Ce budget a été augmenté de 0,2 million CHF (soit un total de 163,4 millions CHF) conformément aux pouvoirs délégués au Secrétaire général au titre de la Résolution 1405 du Conseil et au Règlement financier. Cette hausse est due à une contribution pour le nouveau bureau de zone de New Delhi.

Comme indiqué dans l'État V, le montant des produits s'élève à 157 millions CHF, ce qui se traduit par un déficit de 6,4 millions CHF par rapport au budget. Ce déficit est dû à la baisse des produits tirés du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite. Il est en partie compensé par une augmentation des produits provenant des intérêts, qui s'élevaient à 2,9 millions CHF en 2023.

Pour gérer ce déficit, l'UIT a effectué des examens mensuels pour veiller à ce que le niveau des charges reste inférieur au niveau des produits pour 2023.

Grâce à ce suivi rigoureux, l'UIT a fini l'année avec un excédent de 1,4 million CHF.

L'exécution du budget pour 2023 a été particulièrement délicate en raison de facteurs critiques pesant sur le budget pour 2023, comme le manque à gagner au titre du recouvrement des coûts, les traitements et l'augmentation des autres charges.

On trouvera ci-après un récapitulatif des charges pour chaque Secteur de l'UIT.

Secrétariat général

Les charges totales du Secrétariat général s'élèvent à 86,6 millions CHF, soit 95,9% du budget de 90,3 millions CHF.

Les principales économies concernent la documentation, avec une réduction importante des coûts de la documentation grâce à une hausse de la productivité et une réduction des coûts fixes. D'autres économies ont également été réalisées par certains départements qui ont reporté des recrutements ou n'ont pas pourvu des postes vacants. Enfin, des économies ont été effectuées par rapport au budget prévu en ce qui concerne les charges communes.

Secteur des Radiocommunications (UIT-R)

Les charges totales de l'UIT-R s'élèvent à 30,0 millions CHF, soit 92,6% du budget de 32,4 millions CHF. Les principales économies concernent l'interprétation, les charges de personnel et les frais de mission.

Trois grandes manifestations ont été organisées au cours de l'année:

• l'Assemblée des radiocommunications (AR);

• la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR); et

• la Réunion de préparation à la Conférence (RPC).

En application des décisions de la CMR, des financements supplémentaires seront nécessaires en 2024 et les années suivantes pour les activités liées à la modernisation des systèmes de l'UIT-R.

Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T)

Les charges totales de l'UIT-T s'élèvent à 12,5 millions CHF en 2023, soit 94,7% du budget de 13,2 millions CHF.

Des économies ont été réalisées dans tous les chapitres du budget de l'UIT-T (AMNT, GCNT, commissions d'études, activités et programmes, ateliers et Bureau).

La plupart des économies réalisées concernent les catégories de charges Personnel, Missions, Interprétation et Bourses. Les principaux domaines dans lesquels les charges ont été réduites sont les voyages (66% du budget prévu utilisé) et l'interprétation (46% du budget prévu utilisé).

Secteur du développement des télécommunications (UIT-D)

Les charges totales de l'UIT-D s'élèvent à 26,6 millions CHF, soit 97,1% du budget de 27,4 millions CHF.

Le Bureau de développement des télécommunications (BDT), qui gère l'UIT-D, a pu faire des économies concernant le chapitre Activités et programmes (plan opérationnel), dans la catégorie de charges Missions et Services contractuels. En outre, la décision de reporter les recrutements pour pourvoir certains postes vacants en 2023 a permis d'effectuer des économies supplémentaires.

##### Note 25 Informations relatives aux parties liées

L'entité suivante est à considérer comme partie liée:

– La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU).

– Le Conseil de l'UIT se compose de 48 États Membres, sans désignation de personnes spécifiques.

– L'Union est gérée par le Secrétaire général, qui en assure la direction, aidé en cela par le Vice‑Secrétaire général et par trois Directeurs des Secteurs suivants (cadres de haut niveau siégeant au Conseil exécutif): le Secteur des radiocommunications (UIT-R), le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et le Secteur du développement des télécommunications (UIT-D).

La rémunération globale payée au personnel clé de direction comprend le traitement net, l'indemnité de poste, des indemnités comme l'indemnité pour frais de représentation, l'indemnité d'affectation, l'indemnité de rapatriement, les congés accumulés, l'allocation logement, et l'expédition des effets personnels.

Le personnel clé de direction a également droit aux mêmes prestations que le personnel de la catégorie professionnelle, à savoir:

– les congés dans les foyers;

– l'indemnité pour frais d'études;

– des prestations après la cessation de service.

Tous les paiements effectués en 2023 au profit des membres du personnel clé de direction ou par ces membres figurent dans le tableau ci-dessous.

Les membres du personnel clé de direction sont participants ordinaires à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.



##### Note 26 Engagements futurs

L'UIT a signé avec l'UNSMIS un contrat entré en vigueur le 1er janvier 2020, en vertu duquel elle est tenue de verser une contribution annuelle additionnelle jusqu'en 2032. Au 31 décembre 2023, le montant total restant à verser pour cette contribution additionnelle s'élevait à 13,3 millions CHF (15,9 millions CHF) (contre 16,2 millions CHF (17,5 millions USD) au 31 décembre 2022).

##### Note 27 Évaluation de la dépréciation du projet de nouveau bâtiment de l'UIT

Pour anticiper les décisions stratégiques que le Conseil de l'UIT devra prendre à sa session de juin 2024, la direction a procédé à une évaluation détaillée des indicateurs de dépréciation pour le projet en cours selon les normes IPSAS.

Il est précisé dans la norme IPSAS 21 qu'un actif ne devrait pas faire l'objet d'une dépréciation uniquement en raison d'incertitudes si le projet est toujours actif et qu'aucune décision définitive n'a été prise concernant sa disparition ou sa modification.

Les retombées des scénarios décrits ci-dessous pourraient avoir des incidences financières dans l'avenir, comme la dépréciation ou l'abandon du projet, qui ne seraient comptabilisées dans les états financiers qu'après l'adoption d'une décision par le Conseil. La direction de l'UIT a examiné les scénarios ci-après et leurs incidences financières:

• **Scénario A**: le projet se poursuit selon le plan actuel qui fait l'objet d'une décision en vigueur du Conseil. Ce scénario est toujours associé à un appel d'offres en cours qui reste valide jusqu'au 31 juillet 2024.

• **Scénario B**: le programme du Scénario A est revu et donne lieu à un projet revu à la baisse pour rester dans les limites du budget et des financements disponibles actuels. Le Conseil de l'UIT, à sa session d'octobre 2023, puis le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines à sa réunion de janvier 2024, ont demandé que des informations supplémentaires soient présentées au Conseil en juin 2024. Ou

• **Scénario C**: il est mis fin au projet, ce qui nécessiterait le remboursement des financements obtenus, dont les sommes déjà dépensées au 31 décembre 2023. En outre, l'Article 3 du contrat de prêt dispose que, dans l'éventualité où elle déciderait de ne pas procéder aux travaux pour le nouveau bâtiment, ou ne serait pas en mesure de les effecteur, comme décrit dans l'accord, l'UIT s'engage à rembourser les montants déjà reçus dans un délai ne dépassant pas quatre ans à compter de la date à laquelle elle informe la FIPOI de sa décision de ne pas procéder aux travaux, mais d'ici au 31 juillet 2026 au plus tard. Le plan d'amortissement du prêt sera convenu dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'UIT informe la FIPOI de sa décision de ne pas procéder aux travaux, mais d'ici au 31 juillet 2026 au plus tard.

Au 31 décembre 2023, le montant total des coûts supportés pour le projet s'élevait à 19,7 millions CHF. Ces coûts sont actuellement comptabilisés dans l'état de la situation financière dans la catégorie "Biens en construction". Si le Conseil décide de donner suite au Scénario B ou C, les mesures suivantes devraient être prises:

• **Scénario B**: si le Conseil décide de revoir le projet à la baisse, l'UIT pourrait devoir procéder à une dépréciation importante des coûts (19,7 millions CHF) déjà supportés sur la base d'une révision de la portée et du financement du projet. Ou

• **Scénario C**: si le Conseil décide de mettre fin au projet, outre la dépréciation prévue pour le Scénario B, l'UIT pourrait faire l'objet d'une demande d'indemnisation de la part du fournisseur d'énergie pour résiliation anticipée du contrat (3,8 millions CHF), ce qui aurait des incidences opérationnelles considérables sur l'UIT et nuirait à sa stabilité financière et à ses capacités opérationnelles pendant plusieurs années.

En conclusion, conformément au paragraphe 31 de la norme IPSAS 21, la direction a conclu qu'à l'heure actuelle, bien qu'il existe des incertitudes, celles-ci n'indiquent pas qu'il faille déprécier le bien en construction au 31 décembre 2023.

##### Note 28 Événements postérieurs à la date du bilan

Pour l'UIT, la date de clôture est le 31 décembre 2023 et la publication des présents états financiers a été autorisée à la même date que l'opinion du Vérificateur extérieur.

Au 31 mars 2024, le montant total des coûts déjà encourus pour le projet de nouveau bâtiment s'élevait à 22,0 millions CHF. Si, comme décrit dans le Scénario C (Note 27), le projet ne se poursuit pas, un montant supplémentaire de 3,8 millions CHF devrait être versé pour régler toutes les réclamations, ainsi que les obligations et retenues contractuelles.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Il s'agit du résultat attendu du test SPPI en raison du caractère général de ces instruments. Toutefois, l'entité doit soumettre les instruments financiers qui lui sont propres au test SPPI pour conclure à un succès ou à un échec et, en conséquence, déterminer la catégorie de classification. [↑](#footnote-ref-1)